



Affaires étrangères et
Commerce international Canada

Foreign Affairs and
International Trade Canada

Canada

NOTRE MONDE

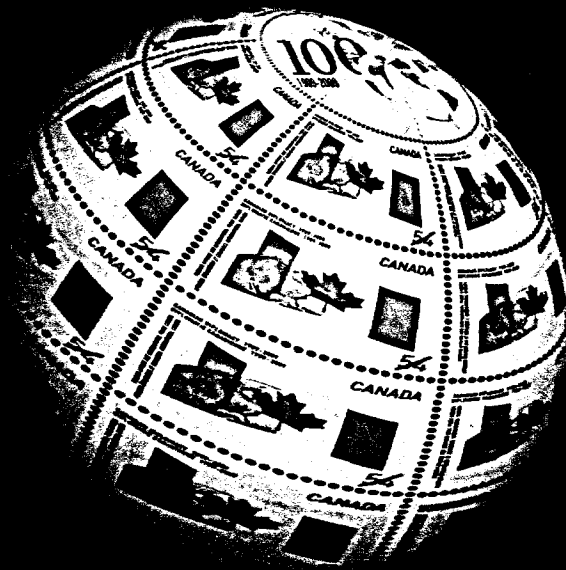
Magazine des employés du MAECI
N° 6 - Été 2009

Regard sur le passé et sur l'avenir Un centenaire qui a du timbre

À l'intérieur de l'édifice Pearson

Le MAECI sous bonne garde

Le siège du Canada à Shanghai



À PROPOS DE NOTRE MONDE

Notre Monde est le magazine des employés d'Affaires étrangères et Commerce international Canada (MAECI). Rédigé par et pour notre personnel, il est publié quatre fois l'an par la Direction des communications sur la politique étrangère et des communications ministérielles (BCF) du MAECI.

RÉDACTRICE EN CHEF INTÉRIMAIRE

Mary Gooderham

GRAPHISTE

Michel Pixel

COMITÉ DE RÉDACTION

Latifa Belmahdi (BCF)

Ian Burchett (BCD)

Julia Clark

Lorraine Flannery (CSM)

François Jubinville (CEP)

Janice Keenan (BCI)

André-Marc Lanteigne (CSM)

Alex McNiven (POL)

Jean-Pierre Sadek (CLS)

Jonathan Sauvé (WSHDC)

Carl Schwenger (BCF)

Mebs Velji (GEMX)

Consultez *Notre Monde en ligne* dans l'intranet du MAECI. Vous y trouverez d'autres informations, des faits nouveaux et récents, des articles vedettes et des directives sur la façon de proposer des articles pour le magazine. Nous vous invitons à nous soumettre vos suggestions, articles, photos et commentaires par courriel, à ourworld-notremonde@international.gc.ca.

NOTRE PAGE COUVERTURE

Postes Canada a émis un timbre commémoratif pour souligner le 100^e anniversaire de la diplomatie canadienne (page 8).

photo : Société canadienne des postes (2009). Reproduction autorisée/Michel Pixel.

CETTE PAGE

La délégation du Canada à la Conférence impériale tenue à Londres en 1926, au cours de laquelle le Canada et d'autres dominions gagnent le droit d'établir des missions diplomatiques à l'étranger. De gauche à droite : Ernest Lapointe, ministre de la Justice, W.L. Mackenzie King, premier ministre, Vincent Massey, industriel, et Peter Larkin, haut-commissaire du Canada au Royaume-Uni. photo : Bibliothèque et Archives Canada/C-001690



Ce magazine a été imprimé avec de l'encre végétale sur du papier Chorus Art Silk, certifié par le FSC. Il contient 25 p. 100 de matières recyclées après consommation et 50 p. 100 de fibres ou de bois recyclés. Il ne contient ni chlore élémentaire, ni acide.

Dans ce numéro

- 3 Entre nous : Documenter notre histoire
Soyez les bienvenus
- 4 Article vedette : Le MAECI de l'avenir
Regard sur le passé : Histoire du MAECI
Timbre du siècle
- 9 Commerce : C'est ainsi que tout a commencé
- 10 À l'intérieur du 125, promenade Sussex : Constituer un patrimoine
- 12 Redéfinition de l'administration centrale : Le MAECI à Ottawa-Gatineau
- 13 Profil des commissionnaires : Le MAECI sous bonne garde
- 14 Profil d'une adjointe : Membre à part entière de l'équipe
- 15 Profil d'un ERP : Une carrière bien orchestrée
- 16 Profil d'un porte-parole : Au nom du Canada
- 17 À la rencontre de nos voisins : Si les murs pouvaient parler
- 18 Ces écrits qui restent : Le passé sur papier
- 20 Mission vedette : Le siège du Canada à Shanghai
- 22 Voyages : Montréal — Cinq endroits à ne pas manquer
- 23 Livres : Préciser l'image de marque du Canada
Cinq nouveaux titres incontournables
- 24 En bref : Conférence à l'appui des objectifs commerciaux
Le SDC sur YouTube
Longs états de service à KL



Documenter notre histoire

Ils se promènent en silence parmi nous; ils observent, analysent et enregistrent. Ils prennent note des moments déterminants de l'histoire du MAECI, du passage de dates charnières sur les plans diplomatique et commercial, des réalisations de personnes importantes, de même que de l'évolution du rôle et des relations du Canada à l'échelle internationale.

Au moment où le MAECI fête son centenaire, le travail de nos historiens n'a jamais été si bien en vue. *Notre Monde* souligne les efforts des personnes qui conservent la mémoire du Ministère — et qui ont joué un rôle clé dans la préparation de ce numéro spécial du centenaire.

Étant à juste titre l'un des plus anciens groupes organisationnels du MAECI, la Section des affaires historiques a vu le jour en 1950. Sous la direction d'érudits comme George Glazebrook, A.E. Blanchette, Don Page et John Hilliker, la Section a toujours présenté le travail du Ministère sous un angle neutre et équilibré. Ayant publié 27 volumes de documents sur les relations internationales du Canada à ce jour et 2 volumes sur l'histoire officielle du Ministère, outre ses activités à l'intention des internautes, du grand public et des universitaires, la Section fait partie intégrante des efforts que déploie le Ministère en matière de communication et d'élaboration des politiques.

La Section, qui relève aujourd'hui de la Direction de la recherche sur les politiques, se compose des historiens Greg Donaghy, chef de section, ainsi que Mary Halloran et Janice Cavell. À l'heure actuelle, M. Donaghy et M^{me} Halloran rédigent conjointement le troisième volume de l'histoire du Ministère. En prévision de l'anniversaire du MAECI, ces derniers ont organisé et mené à bien une série de conférences intéressantes. M^{me} Cavell prépare présentement le plus récent volume de documents. De concert avec le chercheur Mark Eaton, elle a réuni en un recueil fascinant des dossiers qui racontent l'histoire du MAECI.

L'historien principal du Ministère, Hector Mackenzie, qui travaille lui aussi à la Direction de la recherche sur les politiques, se consacre à la recherche et à l'écriture. De plus, il donne des conférences sur l'histoire des relations internationales du Canada. On lui doit la série de conférences commémoratives O.D. Skelton. En décembre dernier, Norman Hillmer, auteur de la biographie de M. Skelton, en était le conférencier invité. Louise Arbour, Allan Gotlieb, John de Chastelain et Margaret MacMillan figurent aussi parmi les conférenciers mémorables de cette série.

Soyez les bienvenus

C'est avec beaucoup de soulagement et de joie que nous souhaitons la bienvenue à nos amis et collègues Bob Fowler et Louis Guay. Tout comme les cadres supérieurs du gouvernement, les fonctionnaires et l'ensemble des Canadiens, nous sommes heureux de leur libération et de leur retour sains et saufs au Canada.

Le personnel du Ministère chargé de ce dossier complexe et délicat a été félicité pour avoir contribué, par son travail acharné, à cet heureux dénouement, de concert avec d'autres ministères et organismes gouvernementaux, les Nations Unies ainsi que des alliés et des amis du Canada à l'étranger. Les efforts se poursuivent pour faire libérer les autres Canadiens détenus dans différentes régions du monde.

Nous tenons à adresser nos meilleurs vœux à MM. Fowler et Guay ainsi qu'à leur famille alors qu'ils se remettent de cette terrible épreuve.



photo : Mike Pinder / MAECI

Les historiens du MAECI conservent la mémoire du Ministère : (de gauche à droite) Hector Mackenzie, Greg Donaghy, Mary Halloran et Janice Cavell.

Les historiens ont joué un rôle névralgique dans le cadre du 100^e anniversaire du MAECI, lequel atteindra son point culminant lors des célébrations du 1^{er} juin 2009. Postes Canada a même émis un timbre à l'occasion du centenaire. Il y a aussi une nouvelle plaque dans le hall d'entrée de l'administration centrale, qui souligne les réalisations du Ministère au cours du siècle dernier.

La contribution que nos historiens apportent au Ministère est indispensable, non pas seulement en cette année commémorative, mais en tout temps. Leurs connaissances et compétences offrent des points de référence et une perspective qui établissent un lien essentiel entre notre riche passé et un avenir plus éclairé.



photo : Serge Fournier

Bob Fowler (à gauche) et Louis Guay arrivant au Canada le 28 avril.

Le MAECI de l'avenir

Par Len Edwards et Louis Lévesque

De nombreux événements bouleversent le monde dernièrement. Certains sont positifs, comme la nouvelle administration américaine qui adopte une approche plus multilatérale à l'égard de sa politique internationale. D'autres sont de toute évidence négatifs, comme la crise financière mondiale, avec ses répercussions immédiates et à long terme sur la prospérité et la croissance. Il y en a aussi qui sont encore difficiles à cerner, car le monde et le climat changent, et de nouveaux pouvoirs, défis et technologies se manifestent.

Dans un tel contexte, il ne suffit pas que la politique étrangère et commerciale suive le cours des événements. Un ministre chargé des affaires étrangères et du commerce doit également être mis au diapason. Mieux encore, ses dirigeants doivent porter leur regard vers demain et adapter en conséquence son organisation, son approche, son fonctionnement et son effectif pour en faire résolument un ministère de l'avenir.

Qu'est-ce qu'un ministère de l'avenir? Que devrait-il être dans le contexte canadien?

D'abord, le Ministère doit donner suite aux priorités du gouvernement. Il doit offrir des services efficaces et efficaces aux citoyens, et chercher à en améliorer la qualité et la portée dans la mesure du possible. Il doit aussi formuler des avis de nature politique, diplomatique, économique et commerciale au gouvernement, dans l'immédiat et à court terme. Enfin, il doit se préparer pour l'avenir afin d'être en mesure de prévoir les nouvelles orientations, les nouvelles influences, les changements dans les relations internationales, l'émergence et le déplacement des centres de pouvoir, et les sources possibles de menaces et de défis en ce qui concerne la sécurité et la prospérité du Canada.

Transformer l'avenir

Notre programme de transformation trace la voie à suivre dans les trois premiers de ces domaines, et est source de motivation à cet égard. Il accorde une importance primordiale à la nécessité d'harmoniser nos activités avec les priorités du gouvernement. Dans le cadre de la transformation, nous continuons aussi à apporter des améliorations au Ministère sur les plans de l'organisation, de l'administration et de la gouvernance. Nous veillons également à ce que la plateforme internationale qui sert d'assise à la représentation du Canada à l'étranger soit gérée au mieux de notre capacité pour le compte du gouvernement du Canada. Ajoutons à cela

Histoire du MAECI



1880
Le premier ministre sir John A. Macdonald établit un haut-commissariat à Londres.

1882
Macdonald nommé un commissaire en France.



1894
Le Service des délégués commerciaux est créé. Son premier délégué commercial, John Short Larke, part pour Sydney, en Australie.



1909
Le gouvernement établit le ministère des Affaires extérieures. Ce dernier est composé d'un secrétaire d'État, du sous-secrétaire Joseph Pope et de quatre commis. Ses bureaux sont situés au-dessus d'un salon de coiffure pour hommes, à Ottawa.

1912
Le premier ministre sir Robert Borden assume la responsabilité du Ministère, pratique qui demeurera en vigueur jusqu'en 1946.

1917
Borden se joint au Cabinet de guerre impérial afin de permettre au Canada de mieux se faire entendre sur la scène internationale.



1925
O.D. Skelton est nommé au poste de sous-secrétaire du Ministère et s'emploie à bâtir un service extérieur professionnel.



1892
Le ministère du Commerce voit le jour; sir Mackenzie Bowell est le premier ministre à le diriger.



1914
Le Ministère déménage dans l'édifice de l'Est du Parlement.

1914
Le Canada s'engage dans la Première Guerre mondiale aux côtés de la Grande-Bretagne.

1919
Le Canada signe le Traité de Versailles et se joint à la Société des Nations.



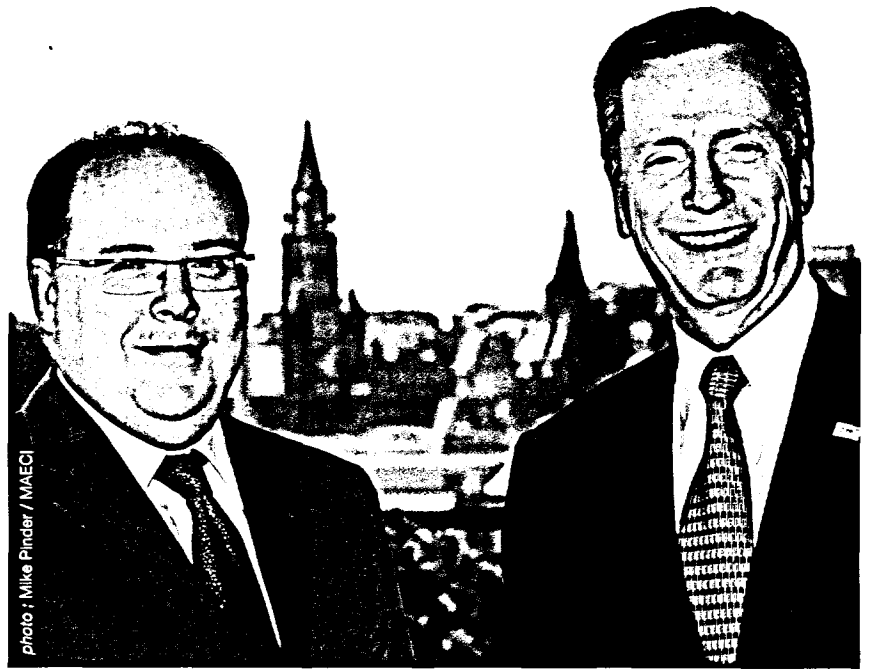
Les premières années

La Grande Guerre et les années qui suivirent

les importantes améliorations apportées aux services consulaires, aux services de passeport et aux services commerciaux du MAECI.

Nos programmes de formation et de recrutement fonctionnent à plein régime, car nous voulons instaurer un service à l'étranger plus représentatif de la nature, des talents et des aspirations du Canada d'aujourd'hui, qui est plus diversifié que jamais. D'autres changements visent la structure organisationnelle et la gouvernance; les cloisonnements sont choses du passé. Le Ministère doit faire preuve de souplesse afin d'être en mesure d'adapter au besoin son réseau de missions à l'étranger, et ce, le plus rapidement possible.

Tous ces éléments sont essentiels à notre transformation, mais cela ne s'arrête pas là. L'établissement d'un ministère de l'avenir doit comporter deux volets. Il doit d'abord comprendre un programme de transformation qui donne une impulsion novatrice, progressiste et conviviale aux efforts déployés. Il doit aussi miser sur une vision de la façon dont la politique, la diplomatie et l'engagement peuvent bien servir les intérêts et les valeurs du Canada et des Canadiens, ainsi que leur sécurité et leur prospérité.



Louis Lévesque, sous-ministre du Commerce international (à gauche), et Len Edwards, sous-ministre des Affaires étrangères : les dirigeants d'un ministère chargé des affaires étrangères et du commerce doivent porter leur regard vers l'avenir et adapter en conséquence leur organisation, leur approche, leur fonctionnement et leur effectif.

Comment faut-il mettre au point ce second volet? Trois moyens s'imposent. Le premier consiste à examiner comment nous pouvons conseiller et servir le gouvernement et les Canadiens de manière optimale. Le deuxième consiste à déterminer comment tirer profit de l'outil fondamental du monde « linéaire » et interdépendant dans lequel nous vivons, soit le réseautage. Le troisième consiste à établir les « incontournables » d'un ministère des affaires étrangères et du commerce de l'avenir.



1925
Jean Désy devient le premier haut fonctionnaire francophone.

1927
Le Canada ouvre une légation à Washington.

1929
Le Canada ouvre une légation à Tokyo.



1939
La Seconde Guerre mondiale éclate en Europe et entraîne de nouvelles responsabilités pour le Canada. Le Ministère est dorénavant chargé de superviser le commerce de biens stratégiques et la collecte de renseignements.

1942
De nouvelles missions sont établies en Union soviétique et en Chine, deux alliés dans la guerre contre le fascisme.

1942
En raison de la pénurie de main-d'œuvre causée par la guerre, les femmes commises se voient confier des tâches d'agent.



1925

1925
Le Canada ouvre un bureau à Genève.

1925
Le Canada inaugure la célèbre Maison du Canada à Trafalgar Square, à Londres.



1926
La Conférence impériale, tenue à Londres, accorde au Canada et à d'autres dominions le droit d'établir des missions diplomatiques à l'étranger.

1927-1929
Skelton engage les diplomates Lester Pearson, Kenneth Kirkwood, Hugh Keenleyside, Norman Robertson, Paul-Émile Renaud et Keith Crowther.

1930

1939
Des missions sont établies un peu partout dans le Commonwealth, en Amérique latine et en Europe.



1940

1940
Le Canada établit au Groenland son premier consulat, afin de surveiller les mines de cryolite, d'une importance déterminante pour l'effort de guerre allié.

1943
Le premier consulat général du Canada aux États-Unis est ouvert à New York.



1945

1945
L'Organisation des Nations Unies voit le jour lors d'une conférence à San Francisco.

La guerre et la paix

Préparer l'avenir

Premièrement, nous devons préciser notre vision de la principale contribution à valeur ajoutée du Ministère : prévoir où le monde s'en va et déterminer les initiatives qui devront être mises en place de la façon dont. Dans le cadre de notre planification stratégique, il est important de cerner les éléments clés du futur ordre mondial. Il sera plus que jamais nécessaire de faire preuve d'innovation. Cependant, nos idées novatrices devront aussi contribuer à inciter les pays à agir de concert dans l'atteinte d'objectifs mutuellement bénéfiques. Cela veut dire que les puissances moyennes, comme le Canada, qui ont une longue expérience de la diplomatie, devront jeter des ponts et trouver des terrains d'entente. À cette fin, il faudra disposer de plans d'action visant des résultats concrets, qui sont appuyés par les gouvernements et les acteurs clés de la société civile. Les compétences politiques et diplomatiques seront privilégiées au sein d'un ministère de l'avenir.

Nous devons veiller à ce que l'administration centrale soit un récepteur et un générateur de conseils, d'initiatives et d'options stratégiques. Le personnel, tant à l'administration centrale que dans les missions, doit percevoir le rôle qu'il joue dans le cadre de l'effort stratégique concerté du Ministère. Il faut également porter une attention particulière aux résultats que nous cherchons à atteindre, à la mesure du rendement, à la gestion du risque, à la présentation de rapports et à la reddition de comptes. Cela nous permettra de canaliser l'énergie collective de nos diplomates et d'utiliser nos missions à l'étranger de manière à en tirer le meilleur parti possible. Cela signifie que nous devons choisir des canaux pour le développement et la transmission d'idées novatrices.

Réseauter l'avenir

Deuxièmement, il faut créer des réseaux. Les réseaux et le réseautage font partie intégrante de nos activités. Nous gérons le réseau des missions, par exemple, et celui-ci est soutenu en retour par l'infrastructure d'un réseau de communication mondial fonctionnant à partir de l'administration centrale. Et ce n'est que le

début. En fait, nous atteindrons nos objectifs dans la mesure où nous bâtirons, gérerons et tirerons avantage de tels réseaux de collaboration, tout en misant sur nos points forts.

Pour cela, il faut contrecarrer la tendance à penser et à agir verticalement. Nous devons plutôt saisir la dynamique qui se crée entre les personnes, les événements et les enjeux, et éviter tout cloisonnement. C'est exactement ce que nous agents du commerce international lorsqu'ils cherchent à aider les entreprises canadiennes à survivre et à prospérer dans une économie mondiale de plus en plus réseautée. Ils établissent des réseaux novateurs pour faire connaître les nouveaux produits et services aux entreprises, aux organismes de recherche, aux collectivités et aux villes, tandis que les réseaux intégrateurs servent de lien entre les entreprises canadiennes et le marché mondial.

Nous pourrions étendre le concept du réseautage à d'autres activités, dont la planification stratégique, la mesure du rendement et la production de rapports. Le concept pourrait aussi servir à instaurer une capacité expéditionnaire qui permettrait d'intégrer la diplomatie en la défense et au développement. Par ailleurs, la mise en place de réseaux « intérieurs » nous aiderait à faire en sorte que les groupes d'intérêt et les intervenants canadiens jouent un rôle plus marqué dans les consultations sur la politique étrangère.



1948
Louis Saint-Laurent devient premier ministre et engage le Canada sur la voie d'un internationalisme responsable et actif.

1946
Le Ministère recommence à avoir son propre ministre : Louis Saint-Laurent est nommé secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

1949
Le Canada se joint à l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord.

1954
Jules Léger devient le premier sous-secrétaire d'État francophone.



1957-62
Des missions sont établies dans des pays ayant nouvellement acquis leur indépendance, à commencer par le Ghana.



1960
Le Bureau de l'aide extérieure (aujourd'hui l'ACDI) voit le jour; son mandat est d'administrer les programmes canadiens d'aide à l'étranger.

1964
Les bureaux du Ministère devenant exigus dans l'édifice de l'Est, on planifie l'ouverture d'une nouvelle administration centrale à Ottawa.

1968
Le gouvernement nouvellement élu du premier ministre Pierre Trudeau promet d'effectuer un examen en profondeur de la politique étrangère du Canada.

1945

1947
Les femmes sont désormais acceptées dans les rangs du Service extérieur.

Fin des années 1940 et les années 1950
Des missions sont établies un peu partout en Asie, en Europe de l'Est et au Moyen-Orient.

1950

1954
Le Canada devient membre de commissions internationales chargées de superviser le processus de paix au Vietnam, au Cambodge et au Laos.

1955

1956
Le Canada contribue à résoudre la crise de Suez quand Pearson propose le déploiement, par l'ONU, d'une force de maintien de la paix; cette initiative lui vaudra le prix Nobel de la paix.



1960

1958
Affectée en Israël, Margaret Meagher devient la première femme à occuper le poste d'ambassadeur du Canada.

1965

1968
Le Canada compte 93 missions diplomatiques et des accréditations sans résidence dans 41 pays.



La guerre et la paix

Miser sur l'avenir

Que voulons-nous accomplir au cours des trois à cinq prochaines années? Dans un monde où les défis évoluent quotidiennement, quelles sont les composantes « incontournables » d'un ministère chargé des affaires étrangères et du commerce?

Une de ces composantes est la faculté de définir, de défendre, d'expliquer et de faire connaître les intérêts et les valeurs du Canada — tant au pays qu'à l'étranger — ainsi que les politiques et les activités que le Ministère met en œuvre pour concrétiser et étayer ces intérêts et valeurs. Nous devons être en mesure de présenter notre programme de façon convaincante à un éventail d'auditoires afin qu'ils appuient notre travail.

Une deuxième composante est la capacité d'agir rapidement et fermement en ce qui concerne les secteurs et les enjeux nécessitant l'intervention du Canada. Cela irait de pair avec des initiatives de planification stratégique visant à prévoir la nature de ces secteurs et enjeux. L'accent mis sur l'aspect opérationnel donnerait davantage la possibilité aux jeunes employés de proposer et de mener des actions novatrices. Une équipe spéciale pourrait « traduire » les initiatives stratégiques en documents de haute qualité pour qu'ils soient examinés par le Cabinet. Cela nous aiderait à formuler des conseils stratégiques bien structurés et coordonnés à l'intention des autres ministères, des organismes centraux et, bien sûr, du Cabinet.

Une troisième composante est la valorisation de notre raison d'être et de nos valeurs éthiques ainsi que des avantages qui en découlent pour le Canada. Il va sans dire que le personnel dévoué du Ministère reconnaît l'importance du service public. Il s'agit d'un atout qui pourrait être davantage mis à profit. À cette fin, il faudrait définir et cibler les enjeux « vraiment déterminants » pour l'avenir. Ces enjeux pourraient être regroupés en fonction de trois ou quatre thèmes d'importance mondiale comme les ressources naturelles; les finances et

l'économie (y compris le développement); la sécurité (y compris la santé); et les affaires consulaires et les situations d'urgence. L'accent serait toujours mis sur la valeur ajoutée que le Canada peut offrir dans ces secteurs. Quels seraient les objectifs de rendement et le coût des ressources? Comment défendre les dossiers essentiels et renforcer les coalitions d'appui, tant au pays qu'à l'étranger?

Un ministère chargé des affaires étrangères et du commerce possédant ces trois qualités serait bien placé pour gérer les imprévus et les défis qui ne manqueront pas de se présenter. Les idées, les initiatives et le soutien des employés du MAECI ne sont pas seulement appréciés, mais également essentiels dans le cadre de cet effort. C'est en travaillant ensemble que nous pourrions faire en sorte que le Ministère soit prêt pour l'avenir.

Len Edwards est sous-ministre des Affaires étrangères. Louis Lévesque est sous-ministre du Commerce international.



1969
Le Canada reconnaît la République populaire de Chine; les deux pays conviennent d'échanger des ambassadeurs en 1970.

1973
Sa Majesté la reine Elizabeth II procède à l'inauguration de l'édifice Lester B. Pearson.



1982
Le gouvernement annonce la création d'un nouveau ministère, le ministère des Affaires extérieures et du Commerce extérieur, chargé de toutes les questions liées à la politique étrangère et au commerce.



1970



1970
Le rapport du premier examen de la politique étrangère du Canada, intitulé *Politique étrangère au service des Canadiens*, remet en question l'approche traditionnelle établie par Pearson; il est axé sur les questions d'intérêt national.

1975



1979
Flora MacDonald devient la première femme à occuper le poste de secrétaire d'État aux Affaires extérieures.

1980

1980
Le processus de fusion du ministère des Affaires extérieures et du ministère du Commerce est amorcé.

1985

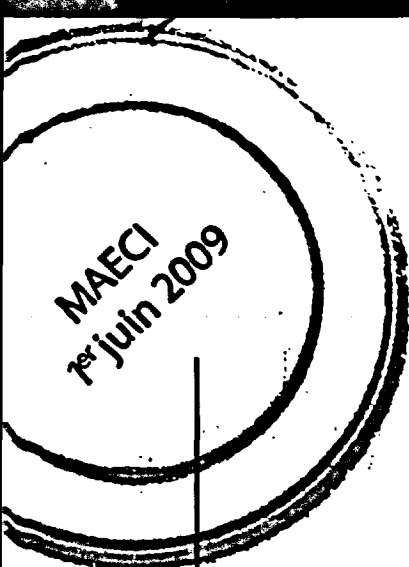
1984
Le gouvernement dirigé par le premier ministre Brian Mulroney se concentre sur l'amélioration des relations entre le Canada et les États-Unis, et travaille avec Washington à l'élaboration d'un accord de libre-échange.

1990



1986
Pat Carney devient la première femme à occuper le poste de ministre du Commerce au Canada.

Un ministère intégré



Timbre du siècle



photos : Société canadienne des postes (2009).
Reproduction autorisée.

À l'occasion du centenaire du MAECI, Postes Canada a émis un timbre commémoratif pour souligner le 100^e anniversaire de la diplomatie canadienne. Sur ce timbre au tarif du régime intérieur figurent un drapeau du Canada et une image de la planète qui se croisent au milieu. « Nous voulions que ce timbre évoque la philosophie du Ministère ayant présidé à la croissance du rôle du Canada sur la scène diplomatique mondiale au cours du dernier siècle, explique David Craib, directeur artistique chez Parable Communications, la société d'Ottawa qui a conçu le timbre. Nous voulions aussi montrer comment le Ministère se perçoit lui-même, dans un style moderne et épuré. »

Les membres de l'équipe artistique de Parable disent avoir été inspirés par la « remarquable transformation » du MAECI, depuis ses débuts au-dessus d'un salon de coiffure pour hommes à Ottawa jusqu'à une organisation comptant quelque 10 000 employés et 174 missions réparties dans 110 pays. « Le Ministère a grandi au fur et à mesure que le rôle du Canada dans le monde s'est élargi et renforcé, observe M. Craib. Nous avons réuni ces deux symboles pour représenter la convergence des activités et des enjeux mondiaux avec notre identité nationale, notre culture et notre ingéniosité. »

En 1989, Postes Canada avait émis un timbre commémoratif reconnaissant le rôle du Canada dans le domaine du commerce international. Ce timbre présentait le monde dans une boîte ornée d'une feuille d'érable. Pour en savoir davantage sur ces timbres, consultez le site Web suivant : www.postescanada.ca.

Information reproduite avec la permission de la publication En détail de Postes Canada (Volume XVIII, n°2, avril-juin 2009).

1990 Le Ministère porte désormais le nom de ministère des Affaires étrangères et du Commerce international.

1993 Le Service des délégués commerciaux célèbre son 100^e anniversaire.

1994 L'Accord de libre-échange nord-américain est conclu.

1997 La Convention sur l'interdiction de l'emploi, du stockage, de la production et du transfert des mines antipersonnel et sur leur destruction (aussi connue sous le nom de Convention d'Ottawa) est signée.

2000

2005 Le diplomate Glyn Berry est tué dans l'exercice de ses fonctions de premier directeur politique de l'Équipe provinciale de reconstruction à Kandahar, en Afghanistan.

2006

2009 Le Canada compte 174 missions dans 110 pays.

2009 Le MAECI possède 17 bureaux régionaux répartis dans l'ensemble du Canada.

2009 Le MAECI emploie environ 10 000 personnes au Canada et à l'étranger.

2009 L'effectif des missions du Canada à l'étranger compte aussi des employés de 21 autres ministères et de trois provinces.

Le MAECI aujourd'hui

C'est

ainsi que tout a commencé

Par Campbell Morrison

Avant que le ministère des Affaires extérieures ouvre ses portes en 1909, le Canada avait déjà négocié des accords commerciaux avec huit pays européens, de même qu'avec la Nouvelle-Zélande et le Japon. Il avait également envoyé de nombreux délégués commerciaux à l'étranger et augmenté de façon considérable ses exportations.

Alors que le MAECI célèbre son centenaire, il est intéressant de souligner que le Canada a commencé à jouer un tout nouveau rôle à l'échelle internationale lors de la fondation du ministère du Commerce en 1892.

« L'importance du commerce et de l'investissement à l'étranger a été reconnue très tôt dans l'histoire du Canada », explique Ken Sunquist, qui est entré au Service des délégués commerciaux en 1973 et est aujourd'hui délégué commercial en chef et sous-ministre adjoint, Asie et Afrique.

En 1894, le Ministère a déjà créé ce qui porte aujourd'hui le nom de Service des délégués commerciaux. Le premier agent commercial, John Short Larke, ancien propriétaire d'un journal d'Oshawa, est envoyé à Sydney, en Australie, afin d'y promouvoir les produits des entreprises canadiennes. Par la suite, d'autres agents sont envoyés en Nouvelle-Zélande, aux Antilles, en Afrique du Sud, en Grande-Bretagne et en France. De plus, des agents travaillent à temps partiel en Norvège, au Japon, au Mexique, en Argentine et en Uruguay.

En moins de deux ans, le Ministère a ajouté six agents en Grande-Bretagne, un en Allemagne et un aux Pays-Bas. En 1909, un bureau ouvre ses portes à Shanghai. Des délégués commerciaux sont envoyés au Brésil, à Cuba, en Colombie, aux Bahamas, en Jamaïque, à Trinité-et-Tobago et à Terre-Neuve, qui ne fait pas encore partie du Canada à l'époque.

Grâce au Ministère, le commerce prend de l'essor. Les exportations du Canada passent de 106 millions de dollars en 1896 à 274 millions de dollars en 1911. Au cours de ces années, les exportations vers la Grande-Bretagne, alors le partenaire commercial le plus important du Canada, passent de 63 millions de dollars à 132 millions de dollars. Les exportations vers les États-Unis, le deuxième marché en importance pour le Canada à l'époque, passent de 34 millions de dollars à 104 millions de dollars.

Selon O. Mary Hill, auteure du livre *Canada's Salesman to the World: The Department of Trade and Commerce 1892-1939*, on constate les hausses les plus marquées dans les pays où des délégués commerciaux sont en poste. Par exemple, les exportations vers le Mexique se multiplient par 58, celles vers les Pays-Bas, par 16, et celles vers l'Australie, par près de 8.

Partout où vous faites des affaires

Le Service des délégués commerciaux du Canada

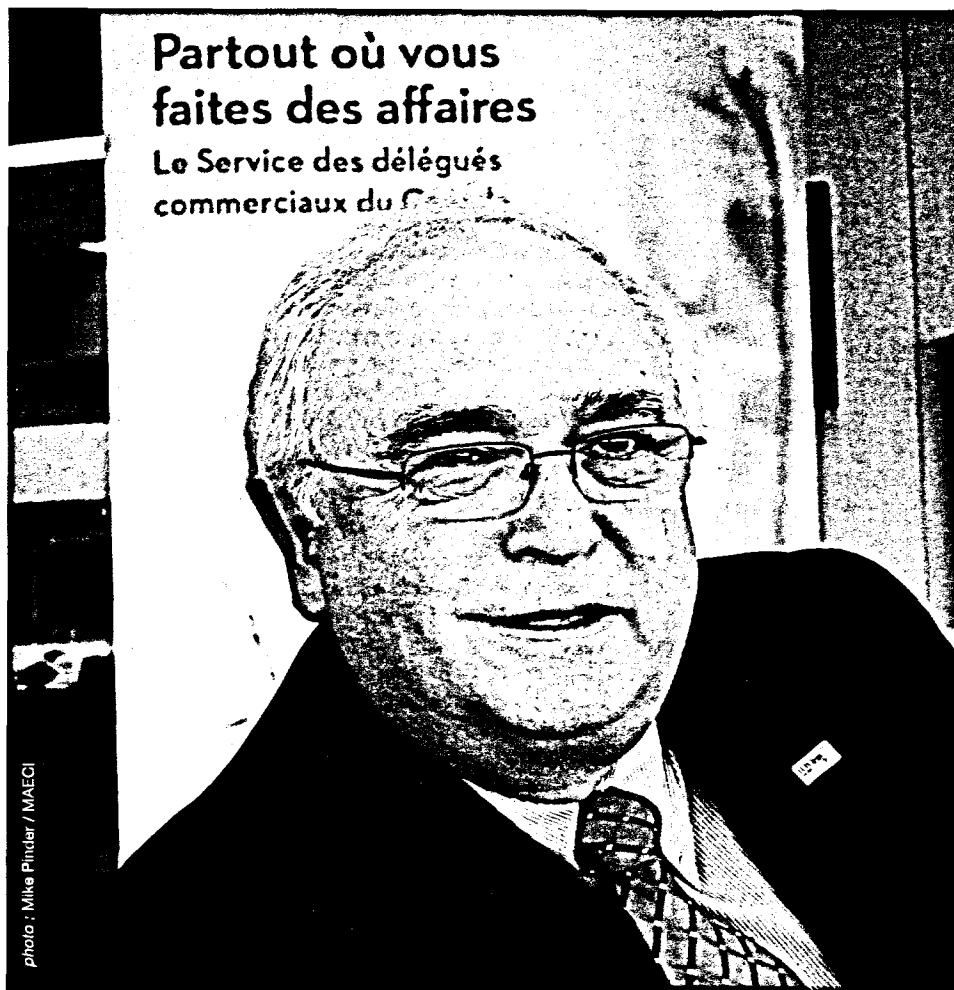


photo : Mike Pflunder / MAECI

Ken Sunquist, délégué commercial en chef : « La prospérité du Canada est tributaire de la réussite des exportateurs canadiens. »

« La politique commerciale du Ministère vise d'abord à tailler une place au Canada sur les marchés de l'Empire britannique et ensuite sur les marchés qui n'en font pas partie », écrit M^{me} Hill. Un autre objectif est de réduire la dépendance à l'égard de la Grande-Bretagne et des États-Unis.

Ayant su démontrer leur utilité, les délégués commerciaux demeurent un élément permanent et de plus en plus déterminant de l'effectif du gouvernement du Canada. En 1982, le Service des délégués commerciaux a été intégré au nouveau ministère fusionné, qui porte aujourd'hui le nom d'Affaires étrangères et Commerce international Canada.

Selon M. Sunquist, « le gouvernement fédéral continue à considérer comme essentielle la promotion du commerce et de l'investissement à l'étranger. Par l'intermédiaire de différentes structures, et malgré les guerres et les périodes de crise économique, les dirigeants du gouvernement ont toujours compris que la prospérité du Canada est tributaire de la réussite des exportateurs canadiens ».

Constituer un patrimoine

Par James H. Taylor

Au cours des années pendant lesquelles l'édifice Lester B. Pearson a été planifié, construit et mis en service, j'ai fait partie des centaines d'employés qui ont été consultés au sujet de sa conception, qu'on a encouragés à faire des suggestions sur ce qu'il devrait contenir et qui y ont finalement travaillé. Pendant un certain temps, en qualité de sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures entre 1985 et 1989, j'ai agi un peu comme le directeur général de l'immeuble ou, si vous voulez, comme le « président de l'association des locataires ». J'ai donc un point de vue personnel sur bon nombre des éléments de cet édifice qui répondent aux besoins et qui sont pratiques et même beaux, mais j'ai aussi une bonne idée de certaines de ses imperfections et de ses aspects plus curieux.

Permettez-moi d'abord de parler un peu de la genèse de l'édifice Pearson. Reportons-nous à la ville d'Ottawa telle qu'elle était lors des années suivant la Deuxième Guerre mondiale : une ville de bûcherons subarctique qui commençait à peine à se métamorphoser en une capitale digne du pays. La promenade Sussex devait relier le Parlement à Rideau Hall en suivant la berge de la rivière des Outaouais. Du côté nord se trouvait depuis longtemps une rangée d'immeubles patrimoniaux. Du côté sud de la rue, c'était tout à fait différent. On y voyait encore des signes de ses origines industrielles. Au début des années 1950, on avait reconstruit la promenade Sussex et on avait



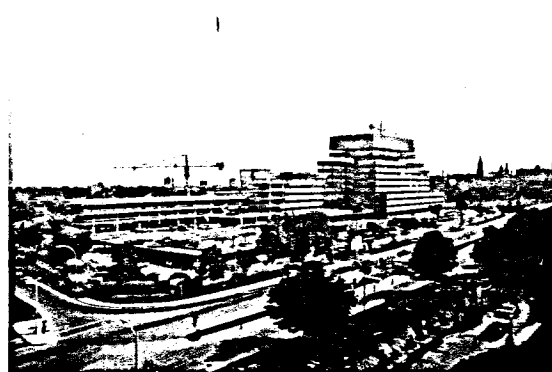
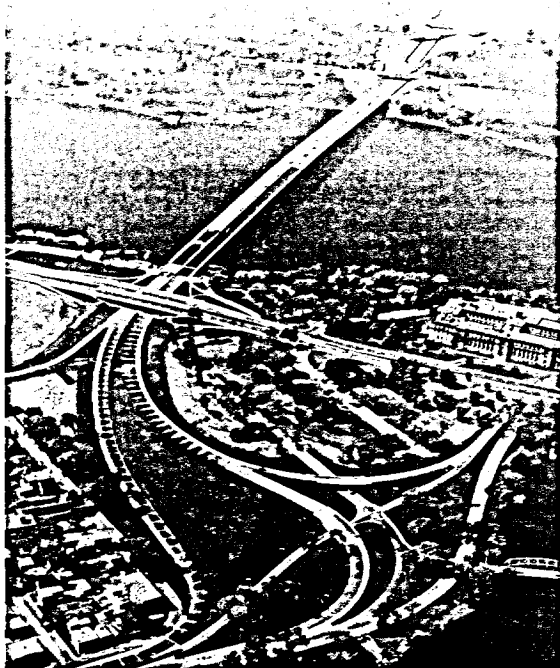
photo : Mike Pinder / MAECI

Selon James H. (Si) Taylor, ancien sous-secrétaire d'État aux Affaires extérieures, l'édifice Pearson « n'était pas un immeuble à bureaux semblable à ceux qu'on bâtit habituellement pour les ministères ».

démoli bon nombre d'anciennes maisons et de structures industrielles pour créer une bande d'espaces verts longeant son côté sud, qui était prête à recevoir une nouvelle génération d'immeubles d'un style adapté à une avenue cérémoniale.

Au début des années 1960, lorsque les travaux de planification de l'édifice Pearson ont commencé, la croissance du ministère des Affaires extérieures avait forcé ce dernier à s'affranchir de ses modestes origines au-dessus d'un salon de coiffure pour hommes sur la rue Bank. L'un des principaux motifs qui ont présidé à la planification de l'édifice Pearson était simplement d'héberger l'ensemble du Ministère sous un même toit, avec tous les avantages que comporte une seule adresse.

L'édifice devait couvrir environ sept acres et fournir plus de 1 million de pieds carrés de superficie. Il devait être suffisant pour absorber la croissance du Ministère, qui est passé d'environ 2 000 employés en 1960 à quelque 3 200 employés 20 ans plus tard. Le budget attribué à l'édifice était de 25 millions de dollars. Le coût



réel, sans les honoraires de l'architecte, l'aménagement paysager et l'ameublement, s'est élevé à 27,2 millions de dollars. La construction a commencé en mai 1970, et les premiers employés ont emménagé trois ans plus tard. Sa Majesté la reine Elizabeth II l'a inauguré officiellement le 1^{er} août 1973.

À vrai dire, l'édifice Pearson n'était pas un immeuble à bureaux semblable à ceux qu'on bâtit habituellement pour les ministères et il n'avait d'ailleurs pas été conçu comme tel. Les restrictions liées au zonage le long de la promenade Sussex — en particulier, la hauteur était limitée à 46 mètres (150 pieds) — éliminait la possibilité de construire une tour unique. L'architecte a envisagé quatre tours basses s'élevant autour d'un hall d'entrée commun, lequel servirait de place publique et serait muni de fauteuils jouant le rôle de bancs de parc où les gens pourraient s'asseoir afin de regarder le monde aller et venir.

Le plan de l'édifice Pearson est un exemple probant de la forme adaptée à la fonction. Les dispositions hiérarchiques de la tour A, appuyées par les services de soutien installés dans les tours B et C, constituent une reproduction presque exacte de la structure et des voies de communication internes du ministère des Affaires extérieures tel qu'il était conçu à l'époque. C'est un peu comme si on avait créé une charpente correspondant à l'organigramme du Ministère et qu'on l'avait entourée des parois d'un édifice.

Donc, dans la pratique, l'édifice Pearson est-il réussi? Il a été bien conçu et bien construit. Heureusement, il est bien entretenu. Il est devenu familier au cœur du paysage de la promenade Sussex.

À un égard toutefois, l'édifice n'a jamais donné entière satisfaction pendant la plus grande partie de son existence, bien qu'on ne puisse en imputer la faute à ceux qui l'ont planifié et construit. En 1982, le gouvernement Trudeau décidait de fusionner en un

seul ministère les fonctions relatives au commerce international et aux relations extérieures. Cela a eu pour effet de créer une espèce de perturbation sismique permanente au sein de l'organisation gouvernementale. Le siège du Ministère avait été prévu pour un seul ministre, tandis que les différentes versions et incarnations qu'a connues l'intégration depuis une trentaine d'années ont habituellement mené à la nomination de trois et parfois même cinq ministres. En examinant de près l'édifice Pearson, on relève des indices de surpeuplement, des séries de bureaux insérées dans des espaces non prévus pour elles.

L'édifice Pearson n'a servi l'objectif pour lequel il avait été conçu à l'origine que pendant neuf années de son existence. Il a servi un objectif passablement différent pendant une période trois fois plus longue, et l'a fait de façon assez réussie. Le mérite en revient sans doute à l'immeuble et aux personnes qui y ont travaillé. L'utilité extraordinaire que revêtent les installations spéciales pour le gouvernement et pour les contribuables, l'excellent état d'entretien de l'immeuble et son apport à ses environs continuent de justifier, aux yeux des observateurs extérieurs, l'évaluation selon laquelle il s'agit du « meilleur immeuble public au Canada ». Et s'il peut sembler étrange de qualifier d'immeuble patrimonial une structure construite depuis à peine 35 ans, on peut néanmoins dire que l'édifice Lester B. Pearson, au cours d'une existence jusqu'à présent relativement courte, est effectivement devenu un élément du patrimoine de la capitale et de la nation.

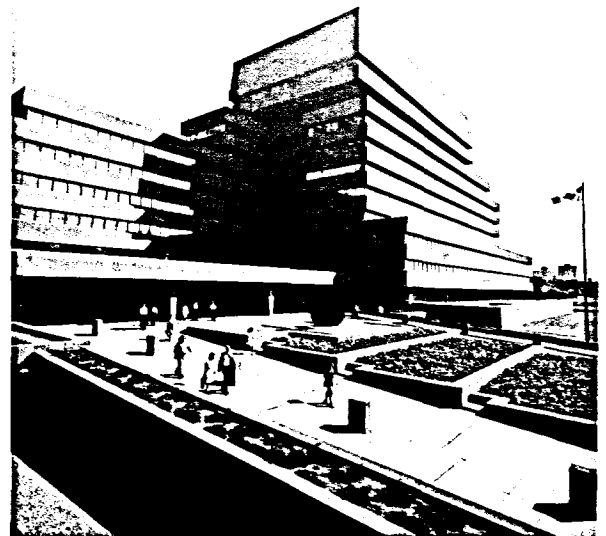
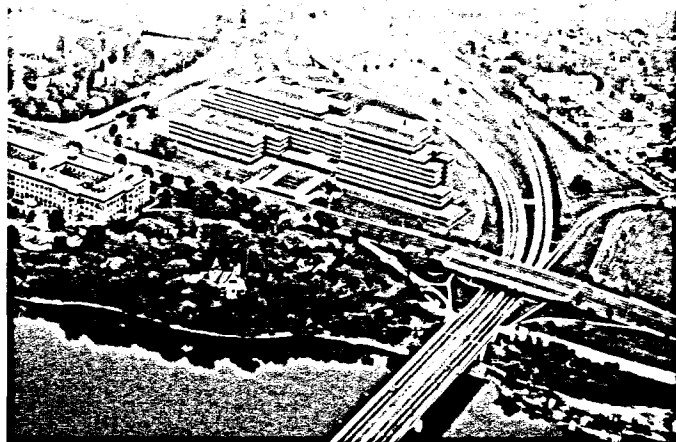
James H. (Si) Taylor, un militant du patrimoine, a fait carrière au sein du Service extérieur de 1953 à 1993. Cet article est un extrait du discours qu'il a prononcé en janvier dernier devant les membres de Patrimoine Ottawa à l'auditorium Cadieux de l'édifice Pearson. Voir Notre Monde en ligne.

Anecdotes intéressantes

Lorsque l'édifice Pearson a été conçu, des dispositions ont été prises pour aménager un centre des opérations au huitième étage de la tour A. Le besoin d'un tel centre s'était fait ressentir lors de la crise d'octobre 1970. Au début de la crise, le ministère des Affaires extérieures avait formé une équipe interministérielle spéciale dont les membres avaient travaillé ensemble jour et nuit.

Selon Si Taylor, la ligne de toiture de la tour A est rompue par un bout de tuyau noir comme si quelqu'un avait installé un poêle à bois dans le bureau du ministre en dessous. En fait, cette cheminée était raccordée à la fournaise dans laquelle étaient brûlés les rebuts classifiés au milieu de la nuit. Elle est toujours visible bien qu'elle ne soit plus utilisée.

Travaux en cours : prises entre 1970 et 1973, ces photos montrent différentes étapes de la construction de l'édifice Lester B. Pearson — depuis le terrain boisé du 125, promenade Sussex, jusqu'à son achèvement. Un grand merci au personnel de la Bibliothèque Jules-Léger du MAECI pour ces photos et l'ensemble de son aide.



Le MAECI à Ottawa-Gatineau

Presque tout le monde pense que l'ensemble du personnel de l'administration centrale du MAECI travaille à l'un ou l'autre des deux grands immeubles de bureaux de la promenade Sussex à Ottawa — l'édifice Lester B. Pearson et l'édifice voisin situé au 111, promenade Sussex, c'est-à-dire l'ancien hôtel de ville d'Ottawa. En réalité, quelque 3 500 personnes y travaillent, tandis qu'environ 1 000 employés sont logés à sept autres endroits, à Ottawa et Gatineau.

Au centre-ville d'Ottawa, le personnel de la Direction générale des biens (ARD) travaille à l'édifice Canadian, rue Laurier. Le Bureau de la prévention et résolution des conflits (DRC) travaille sur la rue Elgin au Barrister House. Dans l'est de la ville, plusieurs directions de la Direction générale de la gestion de l'information et de la technologie (AID) sont au campus Queensway Corporate, rue Labelle.

La plus curieuse de nos adresses à Ottawa est le « Hangar 11 ». Le Centre d'accueil du Canada — son nom officiel — est situé à l'aéroport Macdonald-Cartier et est géré par le Bureau du protocole (XDD). C'est le premier et le dernier endroit à Ottawa que voient les visiteurs étrangers de marque et les personnalités canadiennes comme le premier ministre et la gouverneure générale lorsqu'ils voyagent en avion.

Plusieurs employés connaissent le campus Bisson de Gatineau parce qu'ils y ont suivi des cours. Avoisinant le parc de la Gatineau, il a été construit pour loger une école publique. Une bonne partie du personnel de l'Institut canadien du service extérieur (ICSE) y travaille.

Le MAECI occupe aussi des locaux dans deux bâtiments du boulevard Sacré-Cœur, à Gatineau. Le 45, boulevard Sacré-Cœur, où se trouvait autrefois l'Imprimerie nationale, a été conçu par l'architecte montréalais Ernest Cormier, à qui on doit également l'immeuble de la Cour suprême du Canada. Certains employés d'ARD et d'AID y travaillent. L'édifice Fontaine est le dernier à s'être ajouté aux immeubles qui abritent le personnel de l'administration centrale. Il est situé en diagonale par rapport à l'édifice Pearson, de l'autre côté de la rivière des Outaouais. Construit au début des années 1970, il a été rénové récemment selon des normes environnementales rigoureuses, équivalentes au niveau argent du programme Leadership in Energy and Environmental Design. Certains employés de la Direction générale des services ministériels (SPD), de la Direction générale des finances, de la planification et des systèmes ministériels (SMD) et de l'ICSE y ont emménagé au début de l'année.

La Direction générale de la gestion des installations au Canada et de la sécurité intérieure (HAD) est chargée de faire l'acquisition des locaux nécessaires pour abriter le personnel d'Ottawa, par l'intermédiaire de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada. De plus, elle gère et entretient les installations ce qui comprend la rénovation, le réaménagement et la réfection des locaux et de différents aspects de la sécurité physique.



Dans le sens des aiguilles d'une montre à partir du haut : l'édifice Fontaine, le Centre d'accueil du Canada, le campus Queensway Corporate, le 45, boulevard Sacré-Cœur et l'édifice Canadian.



Le MAECI sous bonne garde

Ils sont fiers de leur collaboration de longue date avec l'administration centrale du MAECI. De fait, ils font pratiquement partie du décor. Leurs visages nous sont familiers, car ce sont eux qui vérifient nos laissez-passer à la porte, patrouillent les corridors pendant la nuit et nous protègent en temps de crise ou de controverse.

Le Corps canadien des commissionnaires est un organisme privé sans but lucratif qui œuvre dans le domaine de la sécurité. Il a été créé en 1859, en Angleterre, par un officier de l'armée à la retraite, afin de fournir un emploi à d'anciens combattants de la guerre de Crimée. En 1925, cet organisme s'est implanté au Canada pour offrir du travail utile à ceux qui avaient combattu dans les tranchées de la Première Guerre mondiale. De nos jours, 19 000 hommes et femmes de tous les âges et de toutes les provinces et tous les territoires travaillent pour le Corps canadien des commissionnaires. Il s'agit du plus important fournisseur de services de sécurité du Canada. Un grand nombre de commissionnaires sont d'anciens militaires, y compris d'anciens agents de la Gendarmerie royale du Canada (GRC) ou d'autres services de police. Toutefois, les civils qui ont suivi une formation peuvent aussi en faire partie, selon Andy Lockwood, le chef de section qui supervise le travail des 84 commissionnaires du MAECI.

« Nous sommes une véritable institution ici », dit M. Lockwood, ancien agent de la GRC et ancien garde du corps du premier ministre Pierre Trudeau. M. Lockwood est entré dans le Corps des commissionnaires et a été affecté au MAECI en 1991. Certains commissionnaires sont ici depuis tellement longtemps que les ministres les connaissent par leur nom et leur donnent parfois de petits cadeaux, notamment à Noël.

Le commissionnaire Jerry Laroque a servi dans les Forces canadiennes en Allemagne et a été affecté au MAECI pour la première fois il y a 28 ans. Il raconte que lorsque l'ancienne ministre des Affaires extérieures Flora MacDonald est de passage au 125, promenade Sussex, elle lui dit toujours « Jerry, vous êtes encore ici! » et qu'ils se font la bise.

Le commissionnaire Bill Quinney, qui travaille au Centre d'accueil du Canada, aura 85 ans en juillet. Il continue cependant de travailler à plein temps. C'est ainsi qu'il est toujours sur place lors des arrivées et départs ainsi que lors des autres utilisations du hangar prévues par le MAECI et le ministère de la Défense nationale. Originaire d'Angleterre, il a servi dans la marine britannique pendant la Seconde Guerre mondiale. Il est arrivé au Canada en 1954 et à sa retraite, il y a 20 ans, il est entré dans le Corps des commissionnaires, après une carrière dans la réparation d'appareils électroniques.

M. Quinney a rencontré quatre premiers ministres. Il a même été invité à plusieurs reprises au 24, promenade Sussex. Il était de service lors de la visite de quatre présidents américains ainsi que de la reine d'Angleterre. Il avoue que le fait de travailler sur appel, souvent pendant de longues heures, « ne plairait pas à tout le monde... » mais que, pour sa part, il ne changerait « de place avec personne au monde ».



Andy Lockwood, chef de section, dans la salle de contrôle de la sécurité du MAECI.



Bill Quinney, commissionnaire, en compagnie du premier ministre Stephen Harper.



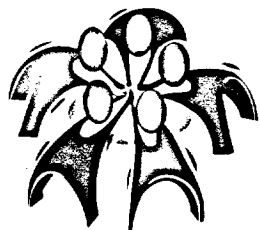
La commissionnaire Randa Hokayem.

Ancienne lieutenant des Forces canadiennes, Randa Hokayem est devenue la première femme commissionnaire en 1989. Elle est membre de l'équipe du MAECI depuis 2001 et travaille comme adjointe à la classification dans le service des ressources humaines. Elle fait encore partie du Corps des commissionnaires et escorte les équipes qui effectuent des travaux dans l'édifice les soirs et les fins de semaine. « C'est un travail formidable si vous aimez rencontrer de nouvelles personnes, explique-t-elle. Il se passe toujours beaucoup de choses. »

Travail à l'étranger

Certains des commissionnaires du MAECI travaillent même à l'étranger, où ils font office de policiers militaires dans les missions canadiennes, par exemple, ou exercent une surveillance pendant des travaux de construction sensibles. Andy Lockwood, le chef de section qui supervise le travail des commissionnaires du MAECI, indique que certains d'entre eux ont récemment été affectés à Khartoum, à Athènes, à Varsovie, à Abou Dhabi, à Lima, à Tel-Aviv et à Hong Kong.

Membre à part entière de l'équipe



En juillet 1967, lorsqu'elle a commencé à travailler comme dactylo à l'ancien ministère du Commerce, Samiha Karam n'avait aucune idée de ce qui l'attendait.

Aujourd'hui âgée de 61 ans, M^{me} Karam est adjointe administrative à la Direction des relations avec l'Europe et l'Asie centrale (GRA) du MAECI, poste qu'elle occupe depuis 26 ans — incroyable mais vrai! Son travail lui a fait connaître le monde et lui a permis de nouer des amitiés durables. Son cheminement illustre bien la transformation du rôle essentiel joué par les adjoints administratifs dans le cadre du travail et de l'évolution du Ministère.

M^{me} Karam est née au Liban, à Kafremeshky, un petit village de la vallée de Bekaa dont son père était le maire. Elle est la plus jeune d'une famille de 11 enfants ayant immigré au Canada en 1957; elle n'avait alors que 9 ans. Les aînés de la famille venaient pour y trouver du travail. Après ses études secondaires, M^{me} Karam a suivi un cours de secrétariat, qui lui a permis d'apprendre la dactylographie et la sténographie. Elle a ensuite obtenu un emploi de secrétaire à l'édifice commémoratif de l'Ouest, sur la rue Wellington. « À l'époque, je faisais de la sténo-dactylo toute la journée, raconte-t-elle. Notre rôle a beaucoup changé depuis ce temps-là. »

En 1968, elle a épousé son conjoint Sami et ils ont eu deux filles, Katra et Donna. Au fil des ans, son emploi dans le domaine du commerce est devenu de plus en plus lié aux affaires étrangères, constate-t-elle. Par ailleurs, elle se souvient de la construction de l'édifice Pearson, que sa fille Donna, alors toute petite, appelait « l'édifice en chocolat ».

À la suite de la fusion des deux ministères, elle a commencé à travailler à l'édifice Pearson en 1983. Elle est alors devenue secrétaire de direction non permutante à la Direction générale de l'URSS et de l'Europe de l'Est. Son rôle, la direction générale et surtout la région ont depuis subi une profonde transformation. « Il n'y a jamais de temps mort », déclare cette femme toute menue arrivée au MAECI immédiatement après que des avions de chasse soviétiques ont abattu le vol KAL 007. Elle se souvient avoir travaillé de longues heures sur ce dossier, et sur bien d'autres, dont la catastrophe de Tchernobyl, l'effondrement de l'Union soviétique, le conflit yougoslave, la guerre du Kosovo, la chute du mur de Berlin et le conflit entre la Russie et la Géorgie.

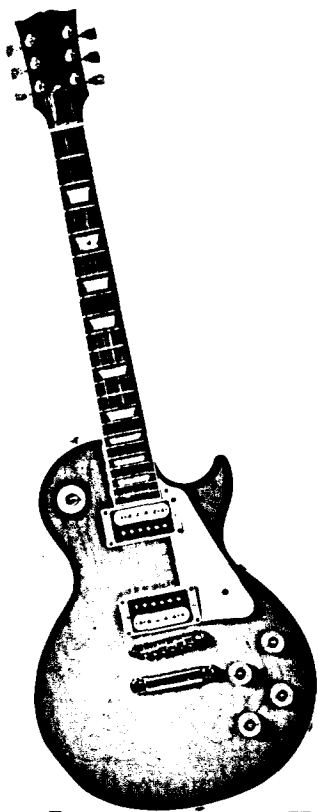
Depuis 1983, M^{me} Karam a travaillé pour 11 directeurs et 3 directeurs intérimaires. Elle a aussi été témoin de quatre restructurations et de trois changements de sigle pour sa direction. C'est avec beaucoup de fierté qu'elle a vu de nombreux nouveaux agents devenir plus tard chefs de mission et directeurs

généraux, grâce en partie « aux bons conseils et à l'encouragement » qu'elle leur a prodigués. Il y a une dizaine d'années, après une reclassification, elle est devenue adjointe administrative (groupe AS). Depuis 2000, elle est admissible à des affectations temporaires, ce qui l'a menée à Genève, à Dublin, à Ankara, à Beyrouth et deux fois à Kiev. « Il est intéressant de voir comment les gens travaillent dans les missions », dit M^{me} Karam, qui aimerait bien avoir une affectation à Moscou avant sa retraite.

Ses collègues ne tarissent pas d'éloges lorsqu'ils décrivent « sa façon de guider tout en douceur », sa générosité et son profond dévouement pour une direction qu'elle décrit comme étant « merveilleuse ». « J'ai le sentiment d'être un membre à part entière de l'équipe. Je ne travaille pas pour eux, mais *avec* eux, précise M^{me} Karam, ajoutant avec un large sourire : ils apprécient mes recommandations et — parfois — ils font même ce que je dis. »

Samihia Karam est adjointe administrative à la Direction des relations avec l'Europe et l'Asie centrale (GRA) depuis 26 ans.





Une carrière bien orchestrée

Le Canada célèbre le 80^e anniversaire de l'établissement de sa mission diplomatique à Tokyo. L'un des employés recrutés sur place (ERP) occupant les fonctions les plus élevées de cette mission évoque une carrière empreinte de liberté, de renouveau — et de musique.

Par Francine Giguère-Misawa

Makoto Hirose a commencé à travailler à l'ambassade du Canada à Tokyo, en août 1975, à titre de messenger. Ce n'était pas vraiment ce à quoi ses études au Département d'économie de l'Université de Seijo l'avaient préparé. Toutefois, il était heureux de travailler pour une organisation qui lui permettait de retourner chez lui à la fin de la journée alors que son patron était encore au bureau, chose impensable dans la plupart des entreprises japonaises. De plus, il pouvait y obtenir de l'avancement beaucoup plus rapidement que dans un milieu de travail traditionnel : après six mois, il était devenu comptable adjoint au service des finances.

utilise une calculatrice de pointe et envoie les données financières par ordinateur directement à Ottawa.

Les chiffres ne constituent pas la seule passion de ce comptable : la musique occupe également une place importante dans sa vie. M. Hirose a reçu sa première guitare à l'âge de 14 ans et a fait partie de différents groupes de musique au secondaire ainsi qu'à l'université. Il dit que la musique lui a permis « de garder un juste équilibre » dans sa vie. Fervent admirateur des Beatles, il y a 17 ans, il a formé un groupe composé de quatre hommes et inspiré des Beatles, The Liverpool. Ce groupe présente des spec-

Déjà 80 ans

L'ambassade du Canada au Japon a ouvert ses portes en 1929. Il s'agissait de la première mission diplomatique du Canada en Asie. Au fil des décennies, les relations entre le Canada et le Japon se sont épanouies, et ils entretiennent aujourd'hui des liens en matière de politique, de commerce, de défense, de culture et d'éducation. Pour souligner l'occasion, le Canada accueillera l'empereur et l'impératrice du Japon cet été. Cette année marquera également le 20^e anniversaire de l'accession au trône de l'empereur et le 50^e anniversaire de mariage du couple.



Makoto Hirose à l'extérieur de l'ambassade du Canada à Tokyo et jouant avec son groupe The Liverpool.

Aujourd'hui, il est l'ERP qui occupe les fonctions les plus élevées de l'ambassade, soit le poste d'agent de gestion financière adjoint.

Au tout début, se rappelle M. Hirose, le service des finances se composait uniquement d'hommes. Ceux-ci étaient tous vêtus de complets et la plupart d'entre eux fumaient énormément. Il n'y avait qu'une calculatrice au bureau et seul le comptable principal pouvait l'utiliser; tous les autres employés travaillaient avec un boulier-compteur. Le centre des communications était chargé d'envoyer les données financières par télégramme à Ottawa. M. Hirose se souvient en riant de l'arrivée du premier agent de gestion financière canadien. Ce dernier était âgé de 25 ans et portait un bermuda rouge lors de sa première journée de travail. Il s'agissait de « tout un choc culturel » pour les membres du service. Aujourd'hui, M. Hirose est le seul homme du service (non-fumeur) des finances. Il

tacles dans des petites brasseries de la région de Tokyo et participe à de nombreuses activités de l'ambassade. M. Hirose a également formé un groupe de musique rock et « rhythm and blues », The Funk Buddies, avec d'anciens camarades de classe.

La retraite se profile maintenant à l'horizon pour ce père de trois enfants, qui est âgé de 58 ans. Après sa carrière à l'ambassade, M. Hirose espère occuper ses journées grâce à la musique et aux chiffres. Il rêve d'ouvrir un petit café où les gens pourraient venir jouer de la musique — et dont il serait le comptable.

Francine Giguère-Misawa est également une ERP qui travaille depuis longtemps à la mission. Elle a été affectée à Tokyo en tant qu'employée canadienne en 1978. Elle s'y est par la suite mariée et y est toujours restée. Depuis 26 ans, elle occupe différentes fonctions d'ERP. Elle est actuellement agente chargée des biens, de l'hébergement et des services à la clientèle.

AU NOM du Canada

Par Kristina Roic



Rodney Moore dans l'édition 1979 du Répertoire biographique des agents.

L'histoire de Rodney Moore au MAECI date de bien avant l'arrivée des télécopieurs et des ordinateurs. En effet, il est entré au Ministère avant l'édifice Lester B. Pearson et avant que le Service des relations avec les médias devienne une machine bien huilée dotée d'agents de suivi des médias, d'analystes, de porte-parole et de stratèges. « Quand j'ai commencé, nous écrivions des lettres pour le ministre sur du papier vélin pour faire des copies carbone », se souvient M. Moore, un vétéran parmi les porte-parole du Ministère.

M. Moore possédait un baccalauréat et une maîtrise en jurisprudence de l'Université d'Oxford, et il terminait sa maîtrise en affaires internationales à l'Université Carleton lorsqu'il a commencé à travailler au ministère des Affaires extérieures en 1967. Il se souvient d'être arrivé pour son premier jour de travail à l'édifice Daly (démoli depuis et remplacé par des condominiums de luxe), après avoir passé la nuit à dactylographier sa thèse. Il a d'abord travaillé au sein de la Direction des services juridiques, mais il n'a pas tardé à se voir offrir un « poste de prestige » dans l'édifice de l'Est, comme adjoint administratif de Mitchell Sharp, le secrétaire d'État aux Affaires extérieures de l'époque.



Rodney Moore, porte-parole du Ministère, se sent comme chez lui dans son bureau du MAECI où les dossiers s'empilent.

D'autres affectations notables ont suivi, dont une à Genève (sous George Ignatieff, dans le domaine du désarmement) et un long détachement au cours duquel M. Moore est devenu attaché, puis secrétaire de presse auprès de deux gouverneurs généraux. Il a ensuite été secrétaire de presse adjoint de la reine Elizabeth au palais de Buckingham (après qu'elle a inauguré l'édifice Pearson au cours d'une visite à Ottawa en 1973) de même que secrétaire de presse en titre du prince de Galles, de la princesse Anne et du prince Philip, duc d'Édimbourg.

En 1977, M. Moore était mûr pour un changement. Il a trouvé sa vocation en Arabie saoudite, où il a été affecté pendant trois ans à l'ambassade, alors installée à Jeddah, avant de quitter le gouvernement pour la grande société pétrolière nationale saoudienne, Aramco. En 1990, il est revenu à Ottawa occuper un poste non occupant comme porte-parole du Ministère. Aujourd'hui, quel que 42 ans après être entré au MAECI et avoir passé une bonne partie de sa carrière à travailler avec les médias, M. Moore dit que la clé de l'emploi, c'est de représenter le gouvernement au pouvoir

à travers le prisme du Ministère. « Bien entendu, les opinions personnelles n'ont jamais leur place. »

Le travail a changé récemment avec l'arrivée du BlackBerry, qui peut donner l'impression que M. Moore travaille 24 heures par jour, 7 jours par semaine. À la maison, il utilise encore sa vieille machine à écrire. Au travail, il préfère tout classer à la main; les dossiers s'empilent donc dans son bureau.

Et la retraite? M. Moore sourit et répond qu'il n'est pas prêt. Quand le jour viendra, il aimerait peut-être écrire un livre, mais pas au sujet de sa carrière. « Il faudrait que ce soit quelque chose d'intéressant, de spirituel et d'humoristique — peut-être avec un élément de fiction pour que les personnages puissent émettre des opinions que je n'ai jamais pu exprimer ouvertement », affirme-t-il, l'air songeur. Il pourrait même l'écrire sur un ordinateur, si jamais il s'en procure un.

Kristina Roic est agente d'analyse des médias au Bureau de la surveillance et de l'analyse des médias (BCM).

Si les murs pouvaient parler

À la rencontre de nos voisins : construit avant la Confédération, le 7, Rideau Gate a ouvert ses portes à d'innombrables dirigeants mondiaux. Par Janet Uren

Si seulement les murs pouvaient parler. Le 7, Rideau Gate est devenu la Résidence des invités du gouvernement du Canada en 1966. Depuis ce temps, cette résidence officielle a accueilli plus de citoyens du monde que la plupart des maisons de la capitale nationale.

Cette maison n'a toutefois pas toujours eu un caractère aussi « mondain », même si son histoire est longue. Construite en 1862 par Henry Osgoode Burritt, le riche propriétaire d'une filature, ses débuts sont plutôt modestes. Il s'agit d'une maison familiale en calcaire située au 8, rue Pine, dans le village de New Edinburgh. Fondé dans les années 1830, ce village industriel avoisinant les chutes Rideau commence à changer en 1857 lorsque Ottawa devient la capitale du Canada et que le premier gouverneur général s'installe à Rideau Hall.

De nombreux Canadiens connus habitent cette maison au cours de ses cent premières années. Parmi ceux-ci figurent le petit-fils du fondateur de Hull, Philemon Wright; et le chef d'état-major de la Marine canadienne dans les années 1940, qui est le fils du grand inventeur Thomas Ahearn, lequel dote les rues d'Ottawa de lampadaires électriques en 1882.

À partir de 1906, l'adresse de la maison change et devient le 7, Rideau Gate. Tout comme le quartier qui l'entoure, la maison vieillit en beauté. Au début, elle est de style victorien, entourée d'une grande véranda aux décorations blanches tarabiscotées. Aujourd'hui, dépouillée de ses excès architecturaux, elle présente une façade distinguée, de style plutôt géorgien.

La maison, qui compte parmi les six résidences officielles de la capitale, appartient maintenant à la Commission de la capitale nationale (CCN). Elle est gérée par le MAECI, qui y héberge des dignitaires étrangers de passage à Ottawa. Elle sert aussi de salle de réception. À l'intérieur, les pièces ont été améliorées au fil des ans. Les trophées de chasse qui ornaient les murs sont maintenant choses du passé, tout comme les papiers peints aux motifs chargés qu'on a remplacés par des tons pastel lumineux. Un pilastre victorien sculpté a fait place à une élégante rampe d'escalier, tandis que l'art contemporain canadien côtoie des œuvres plus anciennes.

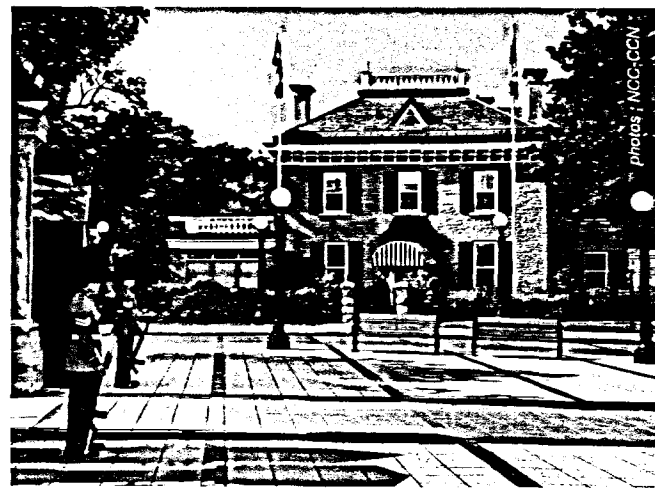
Pourtant, la maison conserve son ambiance d'antan avec ses grandes fenêtres, ses hauts plafonds, son plâtre ornemental ainsi que les grappes de raisin et les feuilles de vignes sculptées qui ornent sa cheminée en marbre. Lorsque Anne Malone-Bianconi, designer de la CCN, examine des échantillons de peinture et de tissu, elle sait qu'il est important de choisir ceux qui créeront une atmosphère raffinée, digne de cette maison patrimoniale. Elle doit cependant aussi veiller à ce que la maison soit confortable et fonctionnelle. De plus, elle doit faire en sorte de bien y mettre en valeur des objets d'art et des antiquités — dont plusieurs ont été offerts par des Canadiens grâce au Fonds Canadiana — qui témoignent du patrimoine canadien.

Dès qu'ils ont franchi le seuil de la porte, les visiteurs de marque doivent ressentir qu'ils sont au Canada.

Janet Uren, auteure de livres historiques, est l'une des voisines du 7, Rideau Gate et du MAECI. Des membres de sa famille ont travaillé au Ministère. Son défunt père, Philip Uren, a été en poste à Washington dans les années 1950 et son beau-père, Arthur Broadbridge, qui est décédé en mars dernier, a notamment été haut-commissaire du Canada en Zambie.



Une photo de la maison datant d'environ 1906 et illustrant la famille Lambert qui y a vécu de 1884 à 1934.



Dépouillée de ses excès architecturaux, la maison du 7, Rideau Gate présente aujourd'hui une façade distinguée de style géorgien.

Un second chez-soi

Le MAECI est l'hôte officiel au 7, Rideau Gate. De nombreux dignitaires étrangers ont séjourné dans cette résidence de cinq chambres, dont Son Altesse l'Aga Khan, la princesse Margriet des Pays-Bas et l'ancien président du Mexique, Vicente Fox. On y organise aussi des déjeuners, des dîners et des réceptions lorsque les salles prévues à cet effet au 9^e étage de l'édifice Pearson sont déjà réservées.

Le 6 juin prochain, dans le cadre de l'initiative annuelle Portes ouvertes Ottawa, la Résidence des invités du gouvernement du Canada — tout comme l'édifice Pearson — comptera une fois de plus parmi les immeubles prestigieux d'Ottawa qui ouvrent leurs portes au public.



Ces écrits qui restent

Par Janice Cavell

Le passé sur papier : à l'occasion du centenaire du MAECI, une historienne du Ministère, Janice Cavell, a passé la dernière année à fouiller dans des dossiers historiques avec le concours du chercheur Mark Eaton. Elle en a extrait 120 documents qui retracent l'évolution du Ministère. Ces télégrammes officiels, notes diplomatiques, lettres personnelles et autres textes (dont un poème adressé à Lester B. Pearson par un diplomate mécontent) ont été réunis dans un livre qui sera publié prochainement. C'est une mine de renseignements, où il est question notamment de la fondation du Ministère, du développement du Service extérieur du Canada et de grands événements de l'histoire mondiale observés de près. *Notre Monde* en présente quelques extraits intéressants.



Joseph Pope

Marcel Cadieux

Ottawa, le 23 mars 1908

Le comte Grey, gouverneur général, écrit à lord Elgin, secrétaire colonial, à propos de la création d'un petit ministère des Affaires extérieures que dirigerait le sous-secrétaire d'État Joseph Pope

La fonction publique ne compte que trois hommes dotés du savoir qu'il faut pour mener les relations du Canada avec l'étranger. Le premier boit un peu. Le second a du mal à exprimer sa pensée, et toute conversation avec lui est un authentique supplice. Le troisième est le sous-secrétaire d'État Pope, un fonctionnaire d'élite. Il serait sage de lui confier le plus rapidement possible un ministère des Affaires extérieures relevant de sir Wilfrid Laurier. M. Pope pourrait en peu de temps former quelques jeunes gens pour assurer la relève à son départ.

Paris, le 10 avril 1934

Thomas Stone, deuxième secrétaire à Paris, adresse au sous-secrétaire O.D. Skelton l'un des rares comptes rendus rédigés par un diplomate canadien traitant de la montée du nazisme en Allemagne

La seule Allemagne que j'aie connue est l'Allemagne nazie. Pays fascinant, en vérité. On reste bouche bée devant l'organisation, la discipline, les slogans, les uniformes et les règles qu'on impose à un peuple qui se montre tous les jours plus disposé à adhérer unanimement à un fanatisme nationaliste et à une idéologie égoïste.

Montréal, 1949

Marcel Cadieux, alors chef du personnel, donne quelques conseils à des jeunes Québécois aspirant à la carrière diplomatique

Le diplomate [...] est un spécialiste des négociations, de l'étude des conditions étrangères et de la protection des intérêts canadiens à l'étranger. Il abandonne sa famille, ses amis, sa patrie pour aller où le devoir l'appelle. Les Canadiens français sont plutôt casaniers. Ils sont attachés à la vie familiale. Souvent les exigences du service leur imposent des sacrifices très lourds.

Beyrouth, le 9 novembre 1954

Communiqué transmis par Elizabeth MacCallum, la première femme chef de mission du Canada, à la suite de sa nomination à titre de chargée d'affaires au Liban

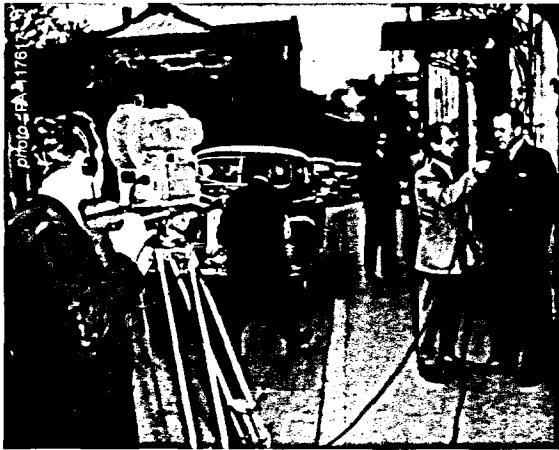
Les épouses de deux diplomates, qui comptent parmi les femmes les plus charmantes que j'aie rencontrées ici, m'ont suggéré, chacune de son côté, d'effectuer ma première visite officielle auprès de leur mari et elle simultanément, contrairement à la coutume locale. Lady Chapman-Andrews me le déconseille vivement. À son avis, si j'accepte d'être reçue ainsi, ni les ambassadeurs ni les ministres ne verront en moi la représentante du gouvernement de mon pays, mais plutôt une personne venue prendre le thé avec leur épouse.



Les tambours du mouvement des Jeunesses hitlériennes lors d'un rassemblement à Nuremberg en 1934.



Elizabeth MacCallum



Lester Pearson est interviewé par René Lévesque, journaliste à Radio-Canada, en 1955.



Patrouilleurs de l'armée à la suite de l'assassinat de King en 1968.



Pierre Trudeau à La Havane en 1976.



Réjouissances marquant la chute du mur de Berlin en 1989.

Bonn, le 15 octobre 1955

Compte rendu rédigé par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures Lester B. Pearson au sujet d'une conversation mémorable avec le premier secrétaire soviétique Nikita Khrouchtchev, à Moscou

M. Khrouchtchev, qui est devenu l'un des hommes les plus puissants de la planète sans rien perdre de la franchise brutale et de l'irascibilité du paysan ukrainien, est entré dans le vif du sujet avant même que nous soyons assis. Avec le micro de Radio-Canada devant lui [...] il m'a demandé pourquoi le Canada n'avait pas quitté l'OTAN, qu'il décrivait comme une alliance belliqueuse menaçant la Russie et la paix. Je lui ai répondu que je m'étais égosillé (j'avais d'ailleurs presque perdu la voix à l'époque) à essayer de convaincre les gens de Moscou que l'OTAN était une alliance purement défensive, dénuée de la moindre intention guerrière.

Washington, le 8 avril 1968

Rapport préparé par A.E. Ritchie, ambassadeur du Canada à Washington

Les cerisiers étaient en fleurs cette fin de semaine. Cependant, en raison de l'assassinat de Martin Luther King, il n'y avait pas de défilé, pas de princesses souriantes, pas de touristes munis d'appareils photo. Les monuments grandioses que cette république a érigés à la mémoire de ses héros politiques — Lincoln, Jefferson et Washington — n'attiraient presque personne. Les Marines montaient la garde au Capitole, et une barrière anti-émeute ceinturait la Maison-Blanche.

La Havane, le 11 mai 1976

James Hyndman, ambassadeur du Canada à La Havane, raconte une visite que lui a rendue Fidel Castro, alors premier ministre de Cuba, pour lui remettre des cadeaux

Le premier ministre Castro est entré seul... Il m'a salué chaleureusement et s'est assis sur la terrasse avec un whisky canadien sur glace (son choix à lui). Nous avons bavardé pendant plus d'une heure. Il a commencé par m'expliquer qu'il était venu en personne me remettre des cadeaux pour le premier ministre et M^{me} Trudeau en souvenir de leur visite à Cuba en janvier. Le cadeau du premier ministre Trudeau (livré dans une grosse caisse par des manutentionnaires) était un poisson empaillé qu'il avait harponné lors d'une excursion de plongée sous-marine au large de Matanzas. Pour M^{me} Trudeau, il avait apporté une grande boîte contenant entre autres des petits cigares qu'elle avait aimés.

Berlin-Ouest, le 11 novembre 1989

Rapport soumis par l'ambassade du Canada à Bonn à la suite de la chute du mur de Berlin

Un air de fête a régné presque toute la journée de vendredi à Berlin et jusque tard dans la nuit. La Kurfürstendamm, la Porte de Brandebourg et Checkpoint Charlie étaient bloqués. La ville n'a jamais été aussi animée, aussi effervescente qu'hier; elle était ébranlée par des émotions qui ne s'expriment que dans les moments historiques.

[Shanghai]

Le siège du Canada à Shanghai

Un siècle après l'arrivée du premier agent commercial du Canada à Shanghai, l'énigmatique « ville sur la mer » attire toujours commerçants et curieux du monde entier.

C'est une ville où l'Orient et l'Occident se rencontrent, un lieu débordant d'énergie dont le passé est riche et où les monuments anciens côtoient les gratte-ciel. Shanghai est depuis longtemps un centre commercial névralgique. Voilà pourquoi le Canada y a établi l'un de ses premiers bureaux commerciaux en 1909. Aujourd'hui, un siècle plus tard, la mission a beaucoup grandi sans rien perdre de l'enthousiasme et du dynamisme de ses premiers jours.

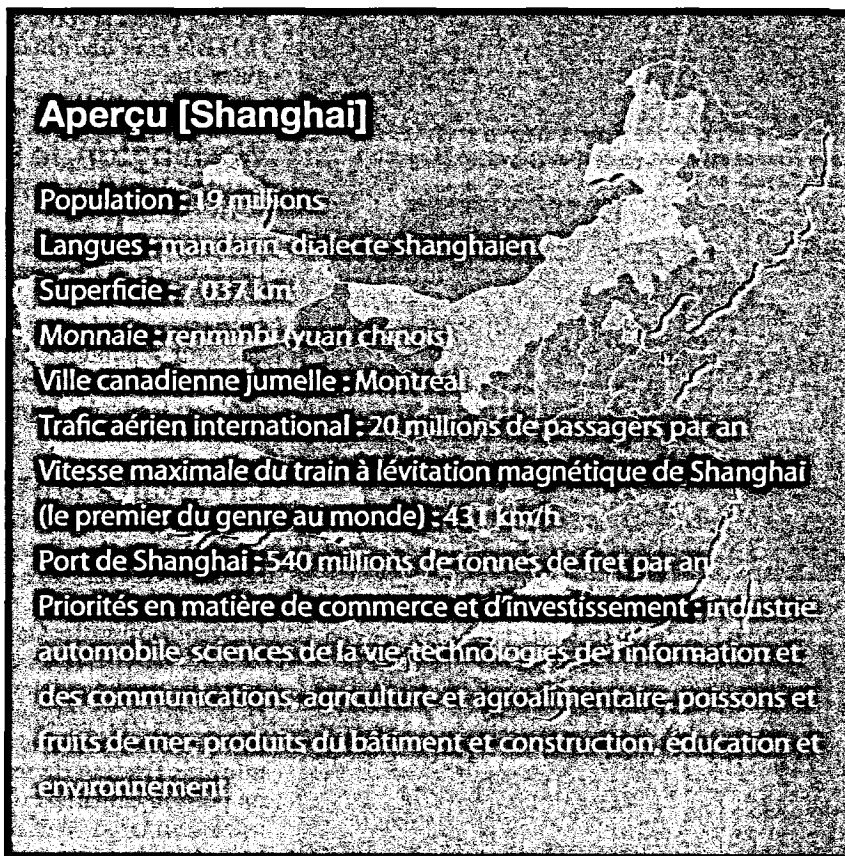
Shanghai, dont le nom veut dire « ville sur la mer », compte près de 19 millions d'habitants, ce qui en fait la plus grande agglomération en Chine et l'une des villes du monde qui se développent le plus rapidement. C'est aussi le plus important port de fret du monde. On y trouve des boutiques comptant parmi les plus luxueuses de la planète, des hôtels cinq étoiles, des restaurants prestigieux figurant dans le *Guide Michelin*, des stations thermales de luxe, des bars à la mode et un milieu artistique florissant. C'est un mélange de tradition et de modernité, où la philosophie ancienne se frotte à la culture asiatique populaire.

Shanghai est traversée par le fleuve Huangpu. Le quartier des affaires de Pudong, avec son architecture moderne bien connue, se trouve sur la rive est tandis que le fameux Bund, un secteur riverain historique, borde la rive ouest. Xintiandi et l'immense concession française d'autrefois sont situés un peu plus au sud-ouest.

LA PRÉSENCE CANADIENNE À SHANGHAI

Le premier agent commercial du Canada à Shanghai était Alexander Maclean. Le délégué commercial L.B. Jackson lui a succédé. Au début, le bureau commercial ne comptait qu'un employé; celui-ci s'occupait du blé et du bois d'œuvre du Canada et du thé de la Chine. À la fin du XIX^e siècle, les échanges bilatéraux totalisaient moins de 1 million de dollars par an. Le bureau commercial a souvent déménagé, occupant plus d'un lieu dans le Bund. Transformé en consulat général en 1949, il a fermé ses portes en 1952, lorsque le gouvernement nationaliste du Guomindang s'est réfugié à Taïwan, puis a repris ses activités au milieu des années 1980.

Aujourd'hui, la mission de Shanghai compte parmi les grands consulats du Canada à l'étranger. Son territoire englobe Shanghai ainsi que les provinces d'Anhui, de Jiangsu, de Zhejiang et bientôt de



L'aquarelle intitulée *Incandescence* par Alain Dandurand, un artiste canadien établi à Shanghai, dépeint l'ancienne concession française à Shanghai.



Hubei. Le delta du Yangzi jiang est particulièrement important sur le plan économique; il s'agit d'une région triangulaire qui se compose de Shanghai, de la partie sud du Jiangsu et de la partie nord du Zhejiang.

Avec ses quelque 70 employés, le consulat général de Shanghai offre une gamme complète de services, notamment en ce qui concerne les affaires consulaires, les visas, le commerce et les relations politiques. L'équipe en place reflète la nouvelle génération de diplomates canadiens : jeunes, dynamiques, multilingues et multiculturels. L'équipe se décrit comme étant « la MTV du Service extérieur du Canada ».

UNE PUISSANCE COMMERCIALE

Même si le consulat général offre des services complets aux Canadiens, une grande partie de son travail est de nature commerciale. Les échanges bilatéraux avec la Chine se chiffrent aujourd'hui à plus de 40 milliards de dollars par an. Lors de sa visite en Chine en avril dernier, le ministre du Commerce international, Stockwell Day, a déclaré que le Canada souhaitait tripler ses échanges avec la Chine d'ici dix ans. L'équipe commerciale de Shanghai se prépare à relever ce défi. Elle prévoit élargir ses activités cette année, par exemple en ouvrant et en gérant deux nouveaux bureaux commerciaux dans la région du Yangzi jiang. Ces bureaux seront situés dans les villes de Nanjing et de Wuhan, chacune comptant près de 10 millions d'habitants.

Plus de 150 entreprises canadiennes sont établies dans le territoire du consulat général. Leurs intérêts commerciaux sont complexes et en plein essor. Parmi ces entreprises figurent des multinationales comme Manuvie, implantée en Chine depuis plus de 100 ans, et Magna International, qui possède 20 usines de fabrication et installations de recherche-développement en Chine et un bureau principal à Shanghai. Des petites et moyennes entreprises comme EHC Global et des sociétés de services comme SNC-Lavalin et IMAX y font aussi d'excellentes affaires en dépit du ralentissement de l'économie mondiale. La nouvelle Chambre de commerce canadienne de Shanghai compte déjà près de 200 membres. Les secteurs prioritaires sont notamment l'industrie automobile, les sciences de la vie, les technologies de l'information et des communications, l'agriculture et l'agroalimentaire, les poissons et fruits de mer, les produits du bâtiment, l'éducation et l'environnement.

L'AVANCEMENT DES INTÉRÊTS CANADIENS

La croissance des intérêts commerciaux du Canada a mis en relief la nécessité d'approfondir le dialogue politique et la compréhension entre nos pays. Le consulat général nourrit les relations bilatérales sur plusieurs plans, qu'il s'agisse d'échanges culturels ou d'initiatives relatives à la santé, à la gouvernance ou aux droits de la personne. Par exemple, le personnel a organisé récemment les événements suivants : une série de tables rondes sur l'action contre la violence faite aux femmes; une initiative Canada-Shanghai sur

la coopération en matière de santé; une tournée de l'Orchestre symphonique de Vancouver; et un grand spectacle pour la Francophonie mettant en vedette le groupe hip-hop canadien Accrophone.

L'équipe de Shanghai planifie actuellement des événements qui auront lieu l'année prochaine en vue de resserrer les liens entre le Canada et la Chine. Ces événements souligneront entre autres les Jeux olympiques d'hiver de 2010 à Vancouver, le Sommet du G8 au Canada et le 40^e anniversaire des relations diplomatiques sino-canadiennes.

MEILLEURE VILLE, MEILLEURE VIE

L'année prochaine, du 1^{er} mai au 30 octobre, l'Expo 2010 se tiendra à Shanghai, et le Canada sera de la fête. On s'attend à ce qu'environ 90 millions de personnes visitent cette foire mondiale dont le thème sera « Meilleure ville, meilleure vie ». En effet, la foire sera axée sur les défis du développement urbain durable. Le pavillon du Canada aura pour thème « La ville en vie : inclusive, durable, créatrice ».

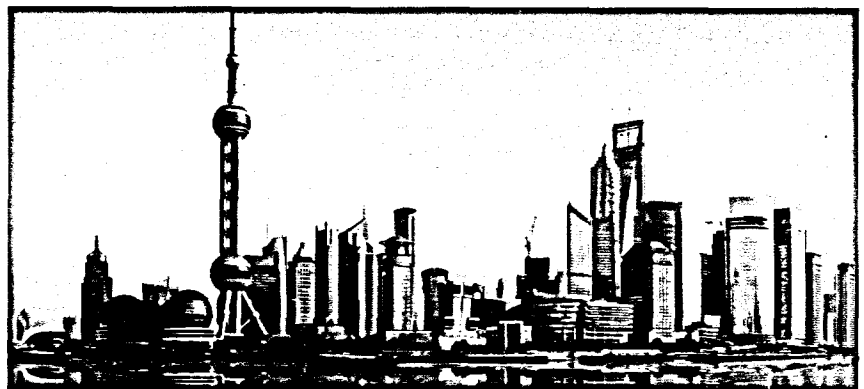
« Cette vitrine sur le monde nous permettra de présenter un Canada moderne, démocratique, bilingue et multiculturel, affirme Nadir Patel, le nouveau consul général et ancien négociateur en chef des accords aériens du Canada. Notre pays compte des villes novatrices, prospères et durables où il fait bon vivre, étudier et travailler. Elles sont aussi très agréables à visiter. » Conçu par le Cirque du Soleil et construit par SNC-Lavalin, le pavillon du Canada sera un « incontournable » grâce à ses technologies d'exposition de pointe, ses présentations intéressantes, sa programmation originale et son personnel d'accueil jeune et bien renseigné.

Pour ce qui est du siècle à venir, M. Patel ajoute : « La Chine prendra une place encore plus grande dans le monde, et le rôle de Shanghai au sein de la Chine sera encore plus déterminant. Jamais la vie n'a été plus passionnante à Shanghai. » Pour marquer son centenaire, le consulat général s'est doté d'un logo qui se lit « Le Canada à Shanghai » en chinois. Dans cette langue, on entend « Chez nous à Shanghai ».

Le saviez-vous?

L'ancienne ministre du Commerce, Pat Carney, est née à Shanghai. Dans ses mémoires, *Trade Secrets*, elle dit que c'est « une des villes les plus fascinantes du monde avec son énergie incomparable et son riche passé ».

Compte tenu de la parité du pouvoir d'achat, le produit intérieur brut de la région du delta du Yangzi jiang dépasse les 2 billions de dollars, soit environ un quart de l'économie nationale de la Chine. C'est aussi l'une des régions les plus peuplées de la Terre.



La tour Oriental Pearl, située dans le quartier des affaires de Pudong, est la troisième tour du monde en hauteur et le Shanghai World Financial Centre est le plus haut édifice de Chine.

[Montréal] Cinq endroits à ne pas manquer

En plus de son ambiance européenne, Montréal offre une riche diversité culturelle et linguistique au visiteur. Ses festivals internationaux, ses restaurants gastronomiques, son architecture et sa vie nocturne en font une destination de choix. Neil Swain, qui est récemment revenu dans sa ville natale pour travailler comme délégué commercial au bureau régional de Montréal (l'un des 17 bureaux du SDC au Canada), nous décrit ses coups de cœur.



photo : MTOQ / Benoît Cecile

LE PARC DU MONT-ROYAL

Situé au cœur de l'île de Montréal, le parc du Mont-Royal est une oasis de paysages boisés et de sentiers piétonniers, qui offre des vues imprenables sur la ville de Montréal. Au sommet de ce parc de 101 hectares se trouve le lac des Castors. Le parc offre des activités de plein air en toute saison, qu'il s'agisse de faire du vélo, du jogging, du toboggan ou de la raquette.



photo : MTOQ / Linda Turgeon

LE BIODÔME

Le Biodôme est un ancien vélodrome olympique où sont recréés cinq écosystèmes distincts. On peut y passer de la chaleur humide de la forêt tropicale à l'air frais de la forêt laurentienne, puis des profondeurs du Saint-Laurent aux rivages subpolaires, et se familiariser avec les plantes et les animaux de chacun des écosystèmes. C'est un endroit agréable à visiter en famille, surtout lorsqu'il fait froid l'hiver ou qu'il pleut l'été. Les enfants s'amuse à y découvrir tout ce qui bouge (pendant que papa marche lentement derrière pour passer quelques moments tranquilles avec maman). On peut facilement s'y rendre en métro.



photo : MTOQ / Linda Turgeon

LE VIEUX-PORT

Le réaménagement de la zone industrielle du Vieux-Port le long du fleuve Saint-Laurent s'est terminé en 1992. Depuis lors, on peut se divertir dans ce secteur du Vieux-Montréal grâce à des attractions canadiennes bien connues, dont le Cirque du Soleil, le musée d'archéologie et d'histoire Pointe-à-Callière et le cinéma IMAX, qui côtoient des boutiques d'influence européenne, un centre des sciences, des parcs pittoresques et des cafés-terrasses. En saison, de grands bateaux y font escale comme les yachts de millionnaires, les paquebots de croisière et les navires de charge.

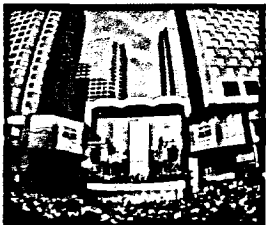


photo : MTOQ / Robin Edgar

LES FESTIVALS

Ce n'est pas facile d'organiser un festival de l'humour. C'est donc un véritable tour de force d'organiser un événement comme le festival Juste pour rire de Montréal, l'un des plus réputés et des meilleurs en son genre. Tout aussi remarquable, le Festival international de jazz de Montréal fait vibrer la ville pendant deux semaines chaque été. Ce ne sont là que deux des festivals de renommée mondiale qui ont lieu à Montréal.



photo : MTOQ / Stéphane

LES RESTAURANTS

Des petits bistros et cafés aux restaurants chics, Montréal a tout pour satisfaire les amateurs de bonne cuisine, qu'elle soit traditionnelle, ethnique ou fusion. On ne saurait en faire une liste exhaustive. Un plat qui me plaît beaucoup? Un bifteck saignant servi avec des frites belges chez Steak Frites St-Paul dans le Vieux-Montréal, où on peut apporter son vin et profiter de l'ambiance d'un bistro européen ici-même au Canada.

Photos : Ministère du Tourisme du Québec

Préciser l'image de marque du Canada

Par David Edwards

Écrit par Evan Potter, qui est à la fois un praticien au Ministère et un universitaire, *Branding Canada* est une étude bien documentée et exhaustive sur la diplomatie ouverte.

M. Potter, directeur adjoint du Programme de recherche et d'information (IDR) dans le domaine de la sécurité internationale, et professeur agrégé de communications à l'Université d'Ottawa, présente le livre en évoquant « l'image internationale sympathique mais floue du Canada ». Il définit clairement la diplomatie ouverte et la situe dans son contexte historique. Il décrit ensuite en détail les instruments que le Canada utilise comme vecteurs de son image de marque : relations culturelles,

éducation, radiodiffusion, nouveaux médias, promotion du commerce et tourisme. Il termine en examinant l'exercice de la diplomatie ouverte, en racontant des expériences sur le terrain et en recommandant une nouvelle architecture pour la diplomatie ouverte du Canada.

Branding Canada est une publication savante, mais demeure néanmoins accessible à quiconque s'intéresse à la question. Sa sortie tombe d'ailleurs à un moment propice. L'exercice et l'analyse de la diplomatie ouverte s'étaient imposés dans les années 1990, mais avaient été quelque peu marginalisés par l'importance croissante du militarisme dans la foulée des attaques terroristes du 11 septembre. La récente élection du président américain Barack Obama et le sentiment d'humilité provoqué par l'effondrement de l'économie mondiale entraînent un réexamen fondamental de l'équilibre entre le recours à la coercition et le pouvoir d'attraction pour modifier le cours des événements mondiaux. Ce livre donne un bon aperçu de la façon dont le Canada pourrait faire un usage efficace du pouvoir d'attraction.

Branding Canada est un antidote rafraîchissant au style « Twitter » qui prévaut aujourd'hui chez les grands diffuseurs. Il est bien écrit, bien documenté et sans prétention. L'auteur s'y livre même à une certaine autocritique. Tout cela est typiquement canadien — et pourtant, quelle belle image à projeter au monde!

Entré au MAECI en 1981, David Edwards a été affecté à New Delhi, à Lusaka, à Harare et à Yaoundé. Il est présentement conseiller politique principal auprès du Groupe de travail sur Haïti.

Les opinions exprimées dans ce livre sont celles d'Evan Potter, qui l'a écrit pendant qu'il était en congé autorisé du MAECI. Elles ne reflètent pas nécessairement les opinions du MAECI ou du gouvernement du Canada.

Branding Canada: Projecting Canada's Soft Power through Public Diplomacy, par Evan H. Potter, McGill-Queen's University Press, 368 pages, 32,95 \$

Cinq nouveaux titres incontournables

Voici quelques nouveaux livres disponibles à la Bibliothèque Jules-Léger du MAECI

1. *Capitalismes et capitalistes en Chine : XIX^e-XXI^e siècles*, de Marie-Claire Bergère. Un capitalisme sans capitalistes? L'auteure nous invite à réfléchir à ce paradoxe en retraçant l'histoire du capitalisme chinois et en analysant le rôle déterminant de l'État et des capitalistes chinois.

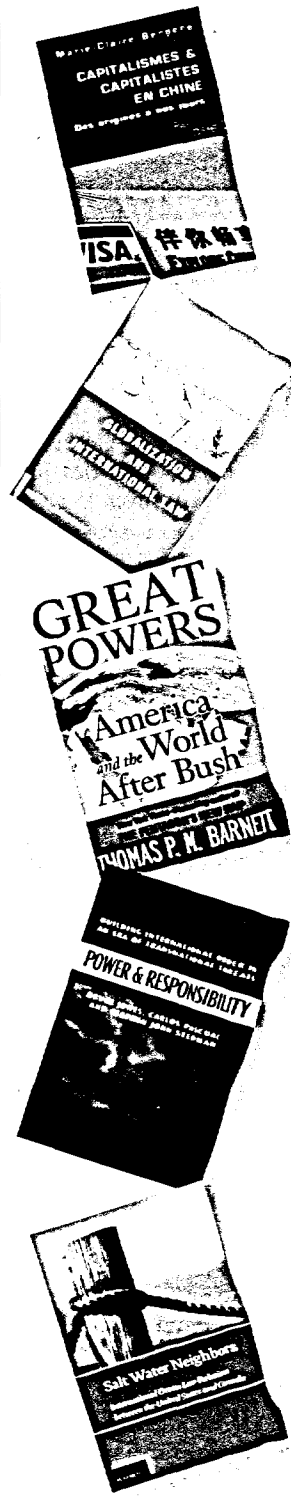
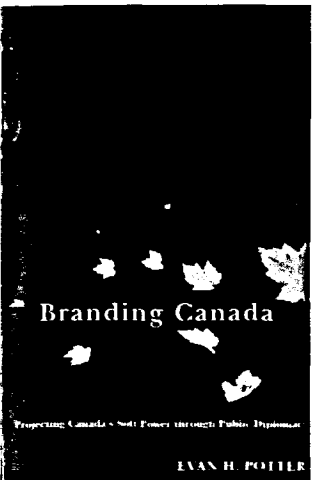
2. *Globalization and International Law*, de David J. Bederman. Ce court ouvrage examine les répercussions de la mondialisation sur le droit international et suggère qu'elle n'est ni inévitable ni irréversible d'un point de vue juridique.

3. *Great Powers: America and the World after Bush*, de Thomas P.M. Barnett. Appliquant des leçons tirées de l'histoire américaine au présent, l'auteur propose une feuille de route pour la politique étrangère des États-Unis dans le « monde après Bush ».

4. *Power & Responsibility: Building International Order in an Era of Transnational Threats*, de Bruce Jones et coll. Dans ce livre, les auteurs soutiennent qu'une réforme du système mondial et une plus grande coopération internationale sont nécessaires afin d'améliorer la sécurité et la prospérité à l'échelle planétaire.

5. *Salt Water Neighbors: International Ocean Law Relations between the United States and Canada*, de Ted L. McDorman. Cette étude approfondie des relations canado-américaines relatives aux océans met l'accent sur les lois internationales et les accords bilatéraux qui régissent les frontières maritimes, la pêche et les droits en matière de navigation.

Liste compilée par le personnel de la Bibliothèque. Pour plus de renseignements sur les services et les ressources qu'offre la Bibliothèque, consultez <http://wikifr/index.php?title=Bibliothèque>.



Conférence à l'appui des objectifs commerciaux

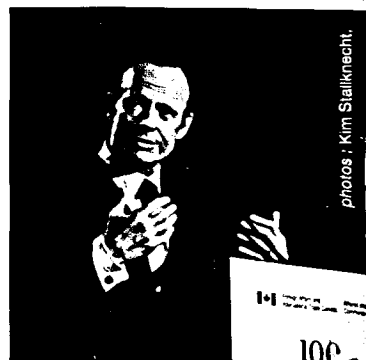
Le bureau régional de Vancouver du Service des délégués commerciaux et l'administration centrale ont récemment uni leurs forces pour souligner le 100^e anniversaire du MAECI. En effet, ils ont organisé une conférence sur l'importance du commerce dans l'économie d'aujourd'hui. Plus de 100 participants du milieu des affaires de la Colombie-Britannique ainsi que des représentants des médias et des partenaires internationaux se sont réunis pour assister à une journée d'exposés. Le ministre du Commerce international, Stockwell Day, a prononcé le discours principal sur le rôle du Canada dans l'économie mondiale.

La conférence, qui s'est tenue en mars avec le concours du Business Council of British Columbia, a présenté un survol des priorités du Canada en matière de commerce international et a mis en valeur la Stratégie commerciale mondiale du MAECI. Cette conférence a aussi mis l'accent sur l'Initiative de la porte et du corridor de l'Asie-Pacifique ainsi que sur les possibilités d'investissement découlant des Jeux olympiques d'hiver de 2010 à Vancouver.

Cet événement faisait partie d'une série de conférences organisées à l'échelle du pays pour célébrer le centenaire du Ministère. Les participants ont eu l'occasion d'y voir à l'œuvre les délégués commerciaux chargés de la Colombie-Britannique et du Yukon. Qu'il s'agisse de la prestation de conseils aux entreprises ou de l'élaboration de stratégies pour trouver de nouveaux marchés, les efforts que déploient ces derniers sont appréciés. « Cette équipe est bien préparée et toujours prête à agir », selon Wayne Robson, directeur



Le délégué commercial principal Wayne Robson.



Le ministre du Commerce international Stockwell Day.

et délégué commercial principal du bureau de Vancouver. M. Robson en a lui-même fait la preuve en remplaçant au pied levé Stewart Beck, sous-ministre adjoint, Développement du commerce international, investissement et innovation, qui a eu un empêchement de dernière minute.

Le SDC sur YouTube

Le Service des délégués commerciaux (SDC) du Canada a maintenant deux chaînes sur YouTube. La première, à www.youtube.com/commerceCDA, présente de courtes vidéos concernant les efforts déployés par le MAECI pour favoriser le commerce dans des pays et régions du monde entier. L'autre, à www.youtube.com/tcssdc-CDA, diffuse des vidéos faisant la promotion du SDC au moyen de témoignages de clients et d'entrevues avec des spécialistes des affaires et des exportateurs canadiens.

Créées par la Direction générale des communications sur le commerce, ces chaînes « nous permettent d'utiliser les technologies de façon plus novatrice », affirme Mark McLaughlin, directeur adjoint des Services de communication (CMS) et chef de l'équipe chargée de concevoir et de tenir à jour le contenu des chaînes. « YouTube nous offre un nouveau moyen



Produits novateurs : Mark McLaughlin prépare une vidéo qui sera diffusée sur YouTube.

de souligner la valeur ajoutée de nos délégués commerciaux pour les entreprises canadiennes. »

L'équipe de M. McLaughlin collabore avec des partenaires clés, comme la Société canadienne d'hypothèques et de logement International, pour assurer une publicité croisée de ce qu'elle diffuse sur YouTube. Ces chaînes font partie d'une série de produits novateurs — dont le cybermagazine *CanadExport* et son balado mensuel — réalisés par CMS.

Longs états de service à KL

Le haut-commissaire, David Collins, a récemment attribué des primes de long service à trois membres du personnel du haut-commissariat du Canada en Malaisie.

Linda Khoo, adjointe au délégué commercial principal, fêtait ses 35 années de service. Née dans la ville minière de Lahat, Perak, et ayant grandi à Kuala Lumpur, elle a travaillé pour 15 employés canadiens différents depuis son arrivée à la mission comme employée recrutée sur place en 1973. Leigh Ryan, agent de liaison de la Gendarmerie royale du Canada, a été honoré pour ses 30 années de service. Né à l'Île-

du-Prince-Édouard, il a grandi en Nouvelle-Écosse et a été stationné à Vancouver durant plus de 26 ans, au cours desquels il a participé à des missions des Nations Unies en Namibie et en ex-Yougoslavie. Depuis 2003, il a été en poste au Pakistan, en Afghanistan et en Malaisie. Joumana Hanna, adjointe au haut-commissaire, célébrait ses 15 années de service au MAECI. Née à Beyrouth, Joumana s'est installée à Ottawa et est entrée au MAECI en 1992; elle a été en poste au Caire, à Lima, à Singapour et à Kuala Lumpur, sans compter ses nombreuses affectations temporaires.



Longs états de service : (de gauche à droite) Leigh Ryan, Linda Khoo et Joumana Hanna ont été honorés par le haut-commissaire David Collins.

DOCS
CA1
EA
076
EXF
v.
no. 6
Sum 2009
Copy 1

Foreign Affairs and
International Trade Canada

Affaires étrangères et
Commerce international Canada

Canada

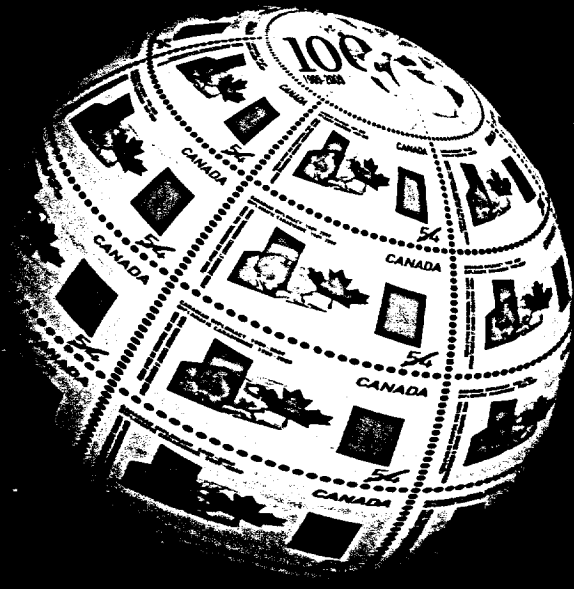
OUR WORLD

Employee Magazine
Issue 6 - Summer 2009



Looking Back, Looking Forward Putting the Stamp on 100 Years

Inside the Pearson Building
Standing on Guard for DFAIT
Canada's Home in Shanghai



ABOUT OUR WORLD

Our World is the Foreign Affairs and International Trade Canada (DFAIT) employee magazine, written by and for our staff. It is published quarterly by the Foreign Policy and Corporate Communications Division (BCF) at DFAIT.

ACTING MANAGING EDITOR

Mary Gooderham

GRAPHIC DESIGNER

Michel Pixel

EDITORIAL ADVISORY BOARD

Latifa Belmahdi (BCF)

Ian Burchett (BCD)

Julia Clark

Lorraine Flannery (CSM)

François Jubinville (CEP)

Janice Keenan (BCI)

André-Marc Lanteigne (CSM)

Alex McNiven (POL)

Jean-Pierre Sadek (CLS)

Jonathan Sauvé (WSHDC)

Carl Schwenger (BCF)

Mebis Velji (GEMX)

Visit *Our World Online* on the DFAIT intranet for additional content, new and recent items, special features, and guidelines for submissions to the magazine. We encourage you to submit story ideas, articles, photos and comments. Contact us by email at ourworld-notremonde@international.gc.ca.

OUR COVER

Canada Post has issued a commemorative stamp to celebrate the 100th anniversary of Canadian diplomacy. Page 8. Photo: Canada Post Corporation (2009). Reproduced with permission/Michel Pixel

THIS PAGE

The Canadian delegation to the 1926 Imperial Conference in London, which allowed Canada and other dominions to establish diplomatic missions. From left: Justice Minister Ernest Lapointe, Prime Minister W.L. Mackenzie King, industrialist Vincent Massey and Peter Larkin, Canada's High Commissioner to the UK. Photo: Library and Archives Canada/C-001690



This magazine was printed using vegetable-based inks on Chorus Art Silk paper, an FSC-certified stock. It contains 25% post-consumer content and 50% recycled wood or fibre. It is elemental chlorine- and acid-free.

In This Issue

- 3 Up Front: Keeping Record
Welcome Home
- 4 Cover Story: The DFAIT of the Future
Looking Back: DFAIT's Story
Stamp of the Century
- 9 Trade: How It All Started
- 10 Inside 125 Sussex: Building a Legacy
- 12 Redefining Headquarters: DFAIT in Ottawa-Gatineau
- 13 Commissionaire Profiles: On Guard for DFAIT
- 14 Assistant Profile: One of the Team
- 15 LES Profile: The Long and Winding Road
- 16 Spokesperson Profile: Speaking for Canada
- 17 Meet Our Neighbours: If Walls Could Talk
- 18 What Was Said: Witnesses to History
- 20 Featured Mission: Canada's Home in Shanghai
- 22 Travel: Montreal—Top Five Places
- 23 Books: Branding Canada's Brand
Five Recent Must-Reads
- 24 In Brief: Conference Boosts Trade Objectives
TCS Comes to YouTube
KL Staff Mark Milestones



Keeping Record

They move quietly among us, observing, analyzing and recording. They note the critical moments of DFAIT's story, the passing of diplomatic and trade milestones, the accomplishments of key figures, the evolution of Canada's role and relationships in the world.

As DFAIT turns 100, at no time has the work of our departmental historians been so evident. *Our World* salutes the efforts of those who keep the departmental record—and who have been instrumental in putting together this special centenary issue.

Fittingly one of the oldest organizational groups within DFAIT, the Historical Section was created in 1950. Under the leadership of scholars such as George Glazebrook, A.E. Blanchette, Don Page and John Hilliker, it has a long tradition of providing a balanced and neutral perspective on the work of the department. With 27 volumes of documents on Canada's international relations thus far and two volumes of the department's official history, as well as Web, outreach and academic activities, the Section is an integral component of DFAIT's policy development and communications efforts.

The Section, which today is part of the Policy Research Division, is made up of historians Greg Donaghy, its head, as well as Mary Halloran and Janice Cavell. Donaghy and Halloran are currently co-authoring the third volume of the department's history and have organized a series of thoughtful and successful conferences leading up to DFAIT's anniversary. Cavell is working on the latest volume of documents, and, along with researcher Mark Eaton, has put together a fascinating book of historical records that tell DFAIT's story.

Senior Departmental Historian Hector Mackenzie, also in the Policy Research Division, conducts research, writes and lectures on the history of Canada's international relations and is the organizing force behind the O.D. Skelton Memorial Lecture Series. The lecture last December showcased Skelton



photo: Mike Pinder/DFAIT

Those who keep the departmental record: DFAIT historians (left to right) Hector Mackenzie, Greg Donaghy, Mary Halloran and Janice Cavell.

biographer Norman Hillmer; memorable past speakers include Louise Arbour, Allan Gotlieb, John de Chastelain and Margaret MacMillan.

The historians have been a critical part of DFAIT's 100th anniversary, which will culminate in our June 1, 2009 celebrations. There is even a centennial stamp from Canada Post, as well as a new plaque in the Headquarters lobby marking the century.

Our historians' contribution to the department is indispensable, not just in this commemorative year but always. Their knowledge and skill offer reference points and insights that provide a vital link between our storied past and a more informed future. *Les Affaires étrangères*

DEC 1 - 2009

Welcome Home

With much relief and thankfulness, we welcome home our friends and colleagues Bob Fowler and Louis Guay. We echo the sentiments of senior government officials, staff and all Canadians who rejoice at their release and safe return to Canada.

Those in the department who were involved in this complex and sensitive matter have been commended for their tireless contribution to its success, along with other government departments and agencies, the UN and Canada's allies and friends abroad. Efforts continue to be made to resolving the cases of other Canadians who remain in captivity in various parts of the world.

We wish Bob and Louis and their families well as they recover from their ordeal.



photo: Serge Fournier

Bob Fowler (left) and Louis Guay arrive on Canadian soil on April 28.

The DFAIT of the Future

By Len Edwards and Louis Lévesque

Much is in turmoil internationally these days. Some things are positive—such as the new U.S. administration, which is unfolding a more multilateral approach in its foreign policy. Some things are obviously negative—including the global financial crisis, with its immediate and long-term implications for prosperity and growth. Some are perhaps too hard to discern at this point, as the world and its climate change, bringing with it emerging new powers, technologies and challenges.

Amidst all of this, it is not enough to say that foreign and trade policy must keep abreast of what's going on. A foreign and trade ministry itself must also keep abreast. Even better, it must look to the future and adapt its organization, approach, methods and people accordingly. In short, it must commit to being a ministry of the future.

What is a ministry of the future? What should it be in the Canadian context?

To begin with, the ministry must serve and carry out the priorities of the government. It must deliver its services to its citizens efficiently and effectively, aiming to improve quality and reach wherever possible. It must also provide political, diplomatic, economic and trade policy advice to the government in the current and near term. Finally, such a ministry must prepare itself for the future—to anticipate new directions, new influences, changes in global relationships, rising and shifting centres of power, and possible sources of threats or challenges to Canada's security and prosperity.

Transforming the future

Our Transformation Agenda is providing direction and encouragement in the first three of these areas. It puts right at the top the importance of being aligned with government priorities. Also as part of the transformation, we have made—and are making—organizational, administrative and governance

Looking Back: DFAIT's Story



1880
Prime Minister Sir John A. Macdonald establishes a high commission in London.



1894
The Trade Commissioner Service is established. The first trade commissioner, John Short Larke, sets sail for Sydney, Australia.



1909
The government establishes the Department of External Affairs, with a secretary of state, Under-Secretary Joseph Pope and four clerks, operating above a barbershop in Ottawa.

1912
Prime Minister Sir Robert Borden assumes responsibility for the department, a practice followed until 1946.



1917
Borden seeks a greater international voice for Canada through the Imperial War Cabinet.

1925
O.D. Skelton joins the department as under-secretary and goes about building a professional foreign service.

1882
Macdonald appoints a commissioner to France.

1880

1890

1900

1910

1920



1892
The Department of Trade and Commerce is established. Sir Mackenzie Bowell is its first minister.



1914
The department moves into Parliament's East Block.

1919
Canada signs the Treaty of Versailles and joins the League of Nations.



1914
Canada joins the First World War, alongside Great Britain.

The Early Years

The Great War and Beyond

improvements in the department. This ensures that the international platform supporting Canada's representation abroad is managed to the best of our ability on behalf of the Government of Canada. Added to that are the significant improvements made to DFAIT's consular, passport and commercial services.

Our training and recruitment is in full swing, aimed at creating a more representative foreign service—one that reflects the face, talents and aspirations of today's increasingly diverse Canada. Other changes are aimed at organizational structure and governance: silos are a thing of the past. The department must be lithe and flexible, able to make adjustments to its overseas mission network where necessary—as quickly as possible.

These are all vital elements of our transformation. But it doesn't stop there. Creating a ministry of the future must have two elements. It must have a Transformation Agenda, to set the ball rolling in ways that are innovative, progressive and near to hand. And it must have a vision of how policy,



Deputy Minister of International Trade Louis Lévesque (left) and Deputy Minister of Foreign Affairs Len Edwards: A foreign and trade ministry must look to the future and adapt its organization, approach, methods and people accordingly.

diplomacy and engagement can best contribute to the interests, values, security and prosperity of Canada and Canadians.

How do we devise the second element? There are three ways in particular. One is to examine how we can best provide advice and promote engagement to the



1925
Jean Désy becomes the first senior francophone officer.

1927
Canada opens its legation in Washington.

1929
Canada opens a legation in Tokyo.



1939
The Second World War erupts overseas and brings new responsibilities at home, with the department overseeing trade in strategic goods and intelligence gathering.

1942
New posts open in the Soviet Union and China, allies in the war against fascism.

1942
With a wartime labour shortage, women clerks undertake officer duties.



1925 1930 1940 1945

1925
Canada opens an office in Geneva.

1925
Canada opens the landmark Canada House on Trafalgar Square in London.



1926
The Imperial Conference in London allows Canada and other dominions to establish diplomatic missions.

1927-9
Skelton hires diplomats Lester Pearson, Kenneth Kirkwood, Hugh Keenleyside, Norman Robertson, Paul-Émile Renaud and Keith Crowther.



1939
Posts open across the Commonwealth, in Latin America and in Europe.

1940
Canada opens its first consulate, in Greenland, to monitor cryolite mines critical in the Allied war effort.

1943
A consulate general opens in New York, the first in the U.S.



1945
The United Nations is created at a conference in San Francisco.

War and Peacemaking

government and to Canadians. The second is to take advantage of the central characteristic of today's "flat" and interdependent world: networks. The third is to identify the "must haves" of a foreign and trade ministry of the future.

Planning the future

First, a vision of the department's key value-added contribution: anticipating where the world is going and identifying initiatives to shape it. Our policy planning should focus on identifying the main elements of the future world order. Innovative thinking will be required more than ever—but it must also be able to unite countries in action toward mutually beneficial goals. This means leadership by middle powers, like Canada, with a long history of diplomacy, building bridges and finding consensus, backed by action plans aimed at real results that find support among governments as well as among key actors in civil society. Policy and diplomatic engagement skills will be at a premium for a ministry of the future.

We have to make Headquarters a receiver as well as a generator of policy advice, initiatives and options. People, whether at Headquarters or missions, must see how they connect to the larger policy effort. We must also pay close attention to the results we seek, to performance measures, to risk management, to reporting and accountability. That way, we can harness the collective energy of our diplomats and use our missions abroad to their best effect. This means identifying conduits for the development and transmission of innovative ideas.

Networking the future

The second element is networks. Networks and networking are, of course, inherent in what we do. We manage the mission network, for example, which in turn is supported by an infrastructural network of worldwide communications operated out of Headquarters.

But there is much more. Indeed, we will be successful to the extent that we can build, manage and capitalize on various collaborative networks, while playing to our particular strengths.

This means overcoming the tendency to think and act vertically. Instead, we need to see how people, events and issues interconnect and extend far beyond any compartmentalization. Our international trade officers are doing just that, as they seek to help Canadian businesses survive and flourish in an increasingly networked global economy. They are building innovative networks to connect businesses, research organizations, communities and cities with new products and services, while integrative networks connect Canadian businesses with the global marketplace.



1946
The department once again has its own minister when Louis St. Laurent is appointed secretary of state for external affairs.

1948
St. Laurent becomes prime minister and commits Canada to an active, responsible internationalism.

1949
Canada joins the North Atlantic Treaty Organization.

1954
Jules Léger becomes the first francophone under-secretary.



1957-62
Missions open in newly decolonized countries, beginning with Ghana.



1960
The External Aid Office (now CIDA) is established to administer Canada's overseas aid.

1964
Outgrowing its East Block offices, the department plans a new headquarters in Ottawa.

1968
Prime Minister Pierre Trudeau's new government promises a sweeping review of Canada's foreign policy.

1945

1947
Women are permitted to join the foreign service.

Late 1940s & 50s
Missions open across Asia, Eastern Europe and the Middle East.

1950

1954
Canada joins international commissions supervising the peace in Vietnam, Cambodia and Laos.

1955



1956
Canada helps resolve the Suez Crisis, when Pearson proposes that the UN deploy a peacekeeping force, for which he is awarded the Nobel Peace Prize.

1960

1958
Margaret Meagher becomes Canada's first woman ambassador, appointed to Israel.

1965



1968
Canada has 93 diplomatic posts as well as non-resident accreditation in 41 countries.

War and Peacemaking

The network concept could be extended to policy, performance and reporting, to building expeditionary capacity to bring diplomacy together with defence and development. It could also be furthered in the creation of "intermestic" networks to embed consultation on foreign policy more deeply with Canadian domestic constituencies and stakeholders.

Embracing the future

But where do we want to be in three to five years? With a world changing almost every day in the challenges it brings, what are the "must have" ingredients in a foreign and trade ministry?

One ingredient is the ability to articulate, advocate, explain and communicate Canadian interests and values—both at home and abroad—and the policies and work that we as a department carry out to effect and support them. We must be able to explain what we do cogently and convincingly to a variety of audiences, and thus build support for our work.

A second ingredient is a strong, quick-moving operational ability in areas and issues where Canadian initiative and action are needed. This would go hand-in-hand with a policy and program planning function that seeks to anticipate where those areas and issues may arise. The operational focus would give younger employees greater range and opportunity to suggest and undertake innovative actions. A dedicated team could "translate" policy initiatives into high-quality documents for Cabinet consideration. This would help us to bring well-articulated, coordinated policy advice to other departments and central agencies—and of course to the Cabinet itself.

A third ingredient is a sense of purpose and ethic about what we do and how our work is good for Canada. In our department, there is a strong, if

sometimes unarticulated, sense of public service and dedication that can be tapped. It's about identifying and focusing on issues that really matter for the future. These could be grouped around three or four issues of global importance: natural resources; financial/economic (including development); security (including health and safety); consular/emergency. The focus would always be on what added value Canada brings to these issues. What are the resource costs and performance objectives? How do we advocate the issues and build coalitions of support, both at home and abroad?

A foreign and trade ministry with these three qualities would be well placed to handle the unknowns and challenges that will inevitably come. The ideas, initiatives and support of the employees of this department are not only welcome, but are essential in this effort. Only by working together can we ensure that our ministry is indeed ready for the future.

Len Edwards is the Deputy Minister of Foreign Affairs. Louis Lévesque is the Deputy Minister of International Trade.



1969
Canada recognizes the People's Republic of China, agreeing to exchange ambassadors with Peking in 1970.

1973
Her Majesty Queen Elizabeth II opens the Lester B. Pearson Building.



1982
The government announces the creation of one department—the Department of External Affairs and International Trade—charged with all trade and foreign policy functions.



1970

1970
Canada's first foreign policy review, Foreign Policy for Canadians, challenges the Pearsonian tradition, with a new emphasis on the national interest.



1975

1979
Flora MacDonald becomes the first woman secretary of state for external affairs.



1980

1980
The process of consolidating the foreign affairs and trade departments begins.

1984
Prime Minister Brian Mulroney's government gives priority to improving Canada's relations with the U.S. and seeks a free-trade deal with Washington.

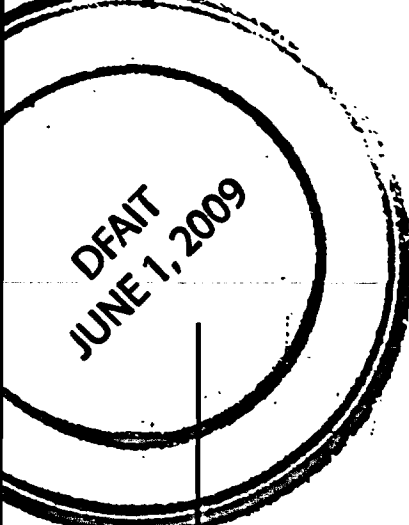
1985

1986
Pat Carney becomes Canada's first woman minister of trade.



1990

An Integrated Department



Stamp of the Century



photos: Canada Post Corporation (2009).
Reproduced with permission

Canada Post has issued a commemorative stamp to celebrate the 100th anniversary of Canadian diplomacy, released on the occasion of DFAIT's centenary. The domestic-rate stamp features a Canadian flag and an image of the globe, which intersect midway. "For this design, we wanted to capture the philosophy of the department that has driven Canada's growing role on the world's diplomatic stage for the past century," explains David Craib, creative director of Ottawa's Parable Communications, which designed the stamp. "We also wanted to express the way the department sees itself, in a modern and clean style."

The Parable design team say they found inspiration in DFAIT's "remarkable story of transformation," from its beginning above an Ottawa barbershop to a department of some 10,000 employees with 174 missions in 110 countries. "The department has grown as Canada's role on the world stage has expanded and strengthened," explains Craib. "The intersection between these two symbols represents the fusion of global activities and sensitivities, with our national identity, culture and ingenuity."

In 1989, Canada Post issued a commemorative stamp recognizing Canada's role in international trade. It showed the world in a box emblazoned with a maple leaf. To learn more about these stamps, visit www.canadapost.ca.

Information courtesy of Canada Post's publication, *Details (Volume XVIII N°2, April to June 2009)*.

1994 The North American Free Trade Agreement is signed.

1997 The Convention on the Prohibition of the Use, Stockpiling, Production and Transfer of Anti-Personnel Mines and on their Destruction, known as the Ottawa Convention, is signed.

2009 Canada has 174 missions in 110 countries.

1993 The department is renamed the Department of Foreign Affairs and International Trade.

1994 The Trade Commissioner Service celebrates its 100th anniversary.

2006 Diplomat Glyn Berry is killed while serving as the first political director of the Provincial Reconstruction Team in Kandahar, Afghanistan.

2009 DFAIT has 17 regional offices across Canada.

2009 DFAIT employs some 10,000 people in Canada and overseas.

2009 Canada's missions abroad include staff from 21 other government departments and three provinces.

The Department Today

HOW

It All Started

By Campbell Morrison

By the time the Department of External Affairs opened its doors in 1909, Canada had already negotiated trade agreements with eight European countries as well as New Zealand and Japan, sent numerous trade officers abroad and vastly increased its foreign exports.

DFAIT celebrates its centenary this year mindful that Canada's groundbreaking role in the world dates to the founding of the Department of Trade and Commerce in 1892.

"The importance of international trade and investment was recognized very early in the history of Canada," says Chief Trade Commissioner Ken Sunquist, who joined the Trade Commissioner Service in 1973 and also serves as Assistant Deputy Minister for Asia and Africa.

In 1894, the department created what is now the Trade Commissioner Service. Its first commercial agent, John Short Larke, a former newspaper owner from Oshawa, was sent to Sydney, Australia, to drum up business for Canadian firms. Others followed in New Zealand, the West Indies, South Africa, Britain and France. There were also part-time agents in Norway, Japan, Mexico, Argentina and Uruguay.

Within two years, the department added six more agents in Britain and one each in Germany and the Netherlands. In 1909, an office opened in Shanghai. Trade officers were sent to Brazil, Cuba, Colombia, the Bahamas, Jamaica, Trinidad and Tobago and Newfoundland, which was not yet part of Canada.

The department was having an impact. Canadian exports grew from \$106 million in 1896 to \$274 million in 1911. During these years, exports to Britain, then Canada's largest trading partner, grew to \$132 million from \$63 million. Exports to the United States, Canada's second-largest market, grew to \$104 million from \$34 million.

The most dramatic increases were seen in countries where commercial officers were stationed, concludes O. Mary Hill's book, *Canada's Salesman to the World: The Department of Trade and Commerce 1892-1939*. Exports to Mexico, for example, increased 58-fold, those to the Netherlands increased 16-fold and those to Australia grew almost eight times.



photo: Mike Pinder/DFAIT

Partout où vous faites des affaires

Le Service des délégués commerciaux du

Chief Trade Commissioner Ken Sunquist: "Prosperity depends on the success of Canadian traders."

"The major objective of the department's commercial policy was to reach out first to Empire and second to non-Empire markets," Hill writes. Another goal was to reduce the dependence upon Britain and the United States.

Having established their value, trade officers have had a permanent and growing role in the Government of Canada. In 1982, the TCS became part of the newly amalgamated department, today's Foreign Affairs and International Trade Canada.

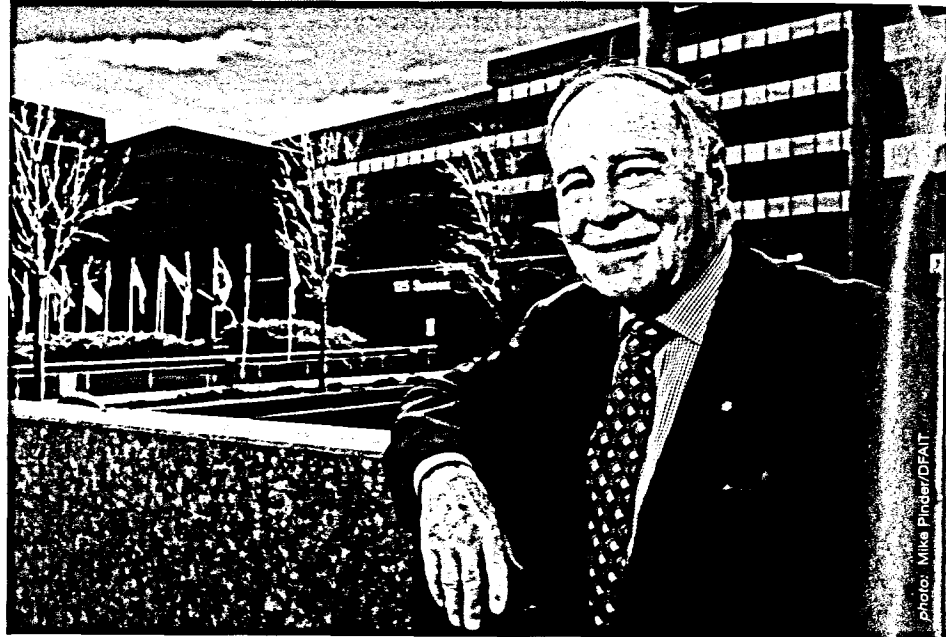
"International trade and investment have remained an indispensable part of the federal government," Sunquist says. "Through various structures, through wars and times of economic upheaval, governments have always understood that prosperity depends on the success of Canadian traders."

Building a Legacy

By James H. Taylor

During the years when the Lester B. Pearson Building was being planned, built and brought into service, I was one of the hundreds of employees who were consulted about its design, who were encouraged to make suggestions about what it should contain, and who eventually worked in it. For a time, as Under-Secretary of State for External Affairs between 1985 and 1989, I became something like a general manager—or perhaps “chairman of the tenants’ association”—of the building. Thus, I have a personal view of much that is right, serviceable and even beautiful about the building, as well as a sense of some of its flaws and curiosities.

To begin, let me say something about how the Pearson Building came to be. Let us go back to Ottawa as it was in the years just after the Second World War: a sub-Arctic lumber town only beginning to be transformed into a capital worthy of the country. Sussex Drive was intended to link Parliament to Rideau Hall, following the line of the Ottawa River. Along its north side, there had long existed a row of heritage buildings. The south side of the street was a totally different matter. It still showed signs of its industrial origins. By the early 1950s, Sussex Drive was rebuilt and many older

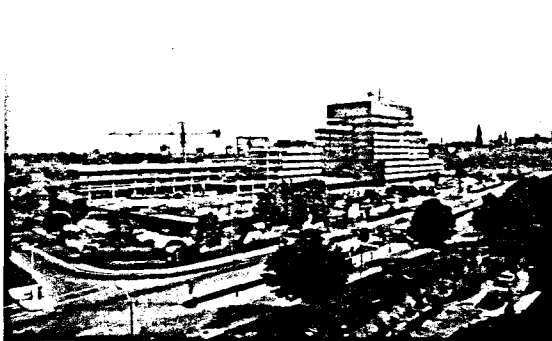
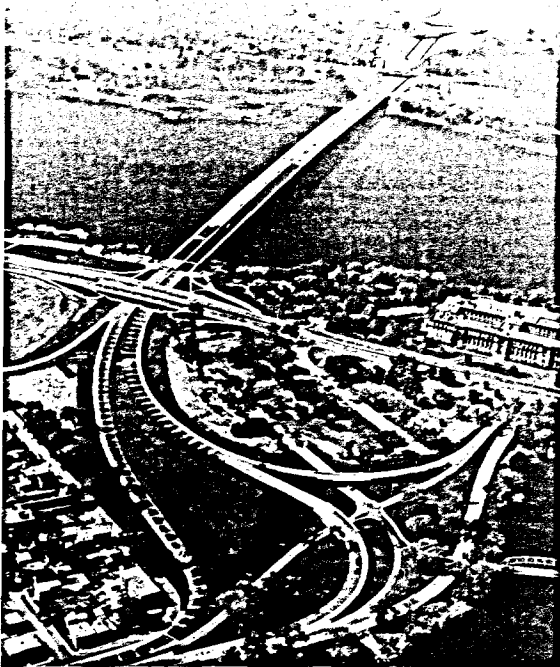


James H. (Si) Taylor, former Under-Secretary of State for External Affairs, says the Pearson Building was “no ordinary departmental office block.”

houses and industrial structures were cleared to create a strip of parkland along its south side, which was ready to receive a new generation of buildings of a character appropriate to a ceremonial avenue.

By the early 1960s, when planning for the Pearson Building began, the Department of External Affairs had grown far beyond its modest origins above a barbershop on Bank Street. One of the most important practical reasons for planning the building was simply so that the department could be housed under one roof, with all the advantages of a single address.

The building would cover about seven acres and provide over a million square feet of floor space. It was to be adequate to support departmental growth from about 2,000 people, the 1960 figure, to about 3,200 people 20 years on. The budget was \$25 million; the actual cost, exclusive of architects’



fees, landscaping and furniture, was \$27.2 million. Construction began in May 1970; the first moves of staff came three years later. The building was officially opened by Her Majesty Queen Elizabeth II on August 1, 1973.

The Pearson Building was indeed no ordinary departmental office block, nor was it intended to be. Zoning restrictions along Sussex Drive—in particular a height restriction of 46 metres, or 150 feet—ruled out building a single tower. The architect envisaged four low towers, rising from a common lobby acting as a plaza or square and furnished with the indoor equivalent of park benches so that people could sit and watch the world go by.

The design of the building is a clear illustration that form follows function. The hierarchical dispositions of Tower A, backed by support services housed in towers B and C, are almost an exact reproduction of the department's structure and internal lines of communication as they were conceived at the time. It was almost as if the organizational chart had been built up into the air and the skin of a building fitted down over it.

How, then, has the Pearson Building worked out in practice? It was well designed and well built. Thankfully, it has been well maintained. The building has become familiar as the heart of the Sussex Drive streetscape.

In one important respect, however, through no fault of those who planned and built it, the building has not been entirely satisfactory over much

of its lifetime. In 1982, the Trudeau government decided to amalgamate the international trade and foreign relations functions into a single department, succeeding in creating a kind of permanent seismic disturbance in government organization. While the building had provided for one minister, the various versions and amendments of integration over nearly 30 years have usually envisaged three, and sometimes even five. A close examination reveals some evidence of overcrowding, of suites of offices shoehorned into spaces never planned to accommodate them.

The Pearson Building served the original departmental concept for which it was designed for only nine years of its existence, and has served a quite different concept for three times as long, doing so quite successfully—surely a tribute to both the building and the people who have worked in it. The continuing extraordinary utility for the government and the taxpayer of its special facilities, its excellent state of maintenance and its contribution to its surroundings continue to justify to outside observers the judgment that this is the “best government building in Canada.” And while it may seem strange to call a structure only 35 years old a heritage building, the Lester B. Pearson Building, in its relatively short life, has indeed become part of the heritage of the capital—and of the nation.

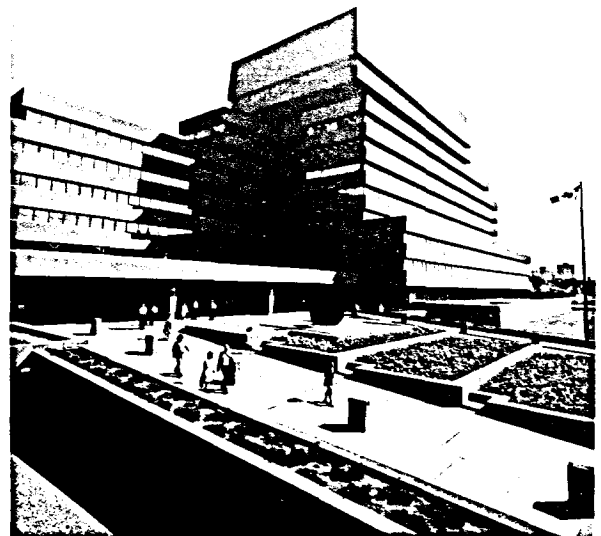
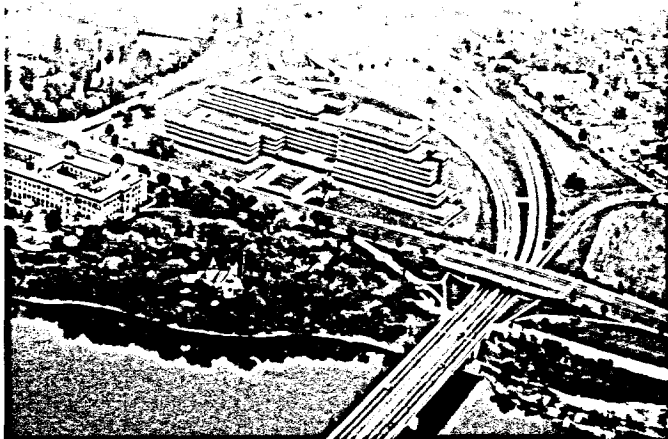
James H. (Si) Taylor, a heritage activist, was a member of the foreign service from 1953 to 1993. This article is adapted from an address he gave to Heritage Ottawa last January in the Cadieux Auditorium of the Pearson Building. See it at Our World Online.

Inside stories

When the Pearson Building was designed, provision was made for an operations centre on the 8th floor of Tower A. The need for such a facility had arisen with the October Crisis of 1970. In the early days of the crisis, External Affairs coordinated an ad-hoc, inter-departmental team that worked together on a 24-hour basis.

The clean horizontal roofline of Tower A is broken by a length of black pipe, says Si Taylor, “as if someone had installed a wood stove in the Minister’s office below.” The chimney was connected to a furnace in which classified waste was burned in the middle of the night. It remains visible today but is no longer used.

Work in progress: Photos taken between 1970 and 1973 show 125 Sussex Drive as parkland and the Lester B. Pearson Building as it rises to completion. Thanks to the reference staff of DFAIT’s Jules Léger Library for these images and other assistance.



DFAIT in Ottawa-Gatineau

Everyone thinks of DFAIT Headquarters as being our two major office complexes on Sussex Drive in Ottawa—the Lester B. Pearson Building and its neighbour, 111 Sussex Drive or Old Ottawa City Hall. Together, these buildings accommodate about 3,500 staff, while some 1,000 of our colleagues work in seven other locations around Ottawa and Gatineau.

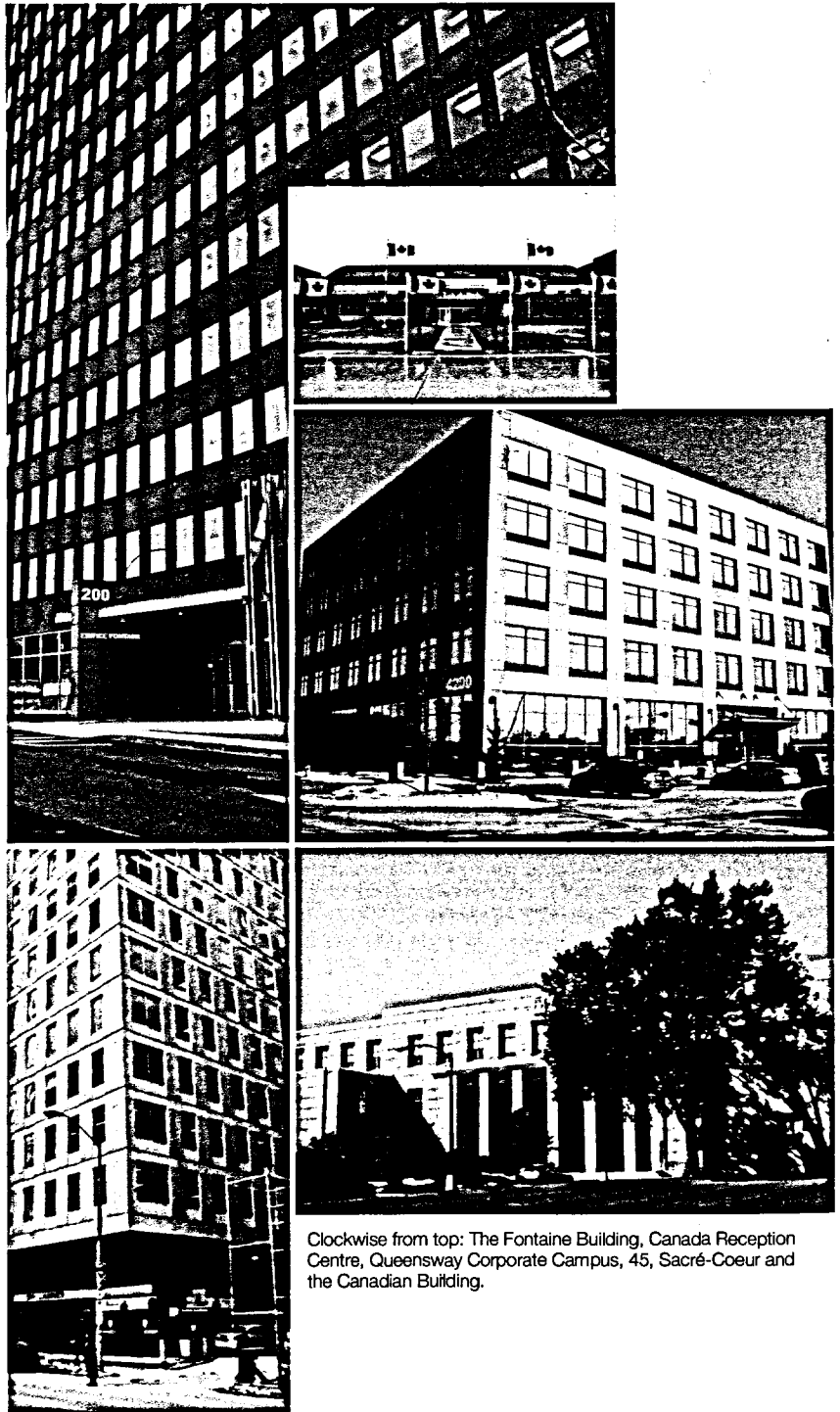
In Ottawa's Centretown, staff of the Physical Resources Bureau (ARD) work in the **Canadian Building** on Laurier Avenue. The Office of Prevention and Conflict Resolution (DRC) is found in **Barrister House** on Elgin Street. In the east end of the city, divisions from the Information and Technology Bureau (AID) work at the **Queensway Corporate Campus** on Labelle Street.

The most unusual of our sites in Ottawa is known as "Hangar 11." Located at the Macdonald-Cartier International Airport, its formal name is the **Canada Reception Centre** and it is managed by the Office of Protocol (XDD). It is the first and last place in Ottawa that high-level international visitors to Canada, as well as Canadian officials such as the prime minister and governor general, see as they arrive and depart.

In Gatineau, many staff have spent time in the classrooms of the **Bisson Centre** on the border of Gatineau Park. Built as a public school, it is home to many parts of the Canadian Foreign Service Institute (CFSI).

DFAIT also occupies space in two buildings on Gatineau's Boulevard Sacré-Coeur. 45, Sacré-Coeur, originally the National Printing Bureau, was designed in 1949 by Montreal architect Ernest Cormier, whose work also includes the Supreme Court of Canada. More staff of both ARD and AID work there. The **Fontaine Building**, the newest addition to the Headquarters portfolio, is diagonally across the Ottawa River from the Pearson Building. Built in the early 1970s, it has recently been renovated to a high environmental level, the equivalent of Leadership in Energy and Environmental Design silver standard. Elements of the Corporate Services Bureau (SPD), Corporate Finance (SMD) and CFSI moved there earlier this year.

The Accommodation and Domestic Security Bureau (HAD) is responsible for acquiring the space required to accommodate staff in Ottawa through Public Works and Government Services Canada. The Bureau manages and maintains facilities as well as renovating, refitting and refreshing spaces and different aspects of physical security.



Clockwise from top: The Fontaine Building, Canada Reception Centre, Queensway Corporate Campus, 45, Sacré-Coeur and the Canadian Building.



On Guard for DFAIT

They have a long and proud history and are fixtures at DFAIT Headquarters—those familiar faces who check our passes at the door, patrol the halls through the night and keep us secure in times of crisis and controversy.

The Corps of Commissionaires, a private, non-profit security firm, dates back to 1859, having been founded in England by a retired army officer to employ veterans of the Crimean War. The Corps began in Canada in 1925, providing meaningful work for men who had fought in the trenches of the First World War. Today the Corps employs 19,000 men and women of all ages in all provinces and territories, and is the country's largest provider of security services. A large number of commissionaires are ex-military personnel as well as former RCMP and police officers, although civilians who are "security-focused" and who undergo comprehensive training can join, says Section Supervisor Andy Lockwood, who is in charge of the 84 commissionaires at DFAIT.

"We're an institution here," says Lockwood, an ex-RCMP officer and former bodyguard to Prime Minister Pierre Trudeau who joined the Corps and was assigned to DFAIT in 1991. Some commissionaires have been with DFAIT so long that ministers know them by name and give them chocolates and Christmas cake.

Commissionaire Jerry Laroque, who served with the Armed Forces in Germany and first came to work at DFAIT 28 years ago, says that when former External Affairs Minister Flora MacDonald encounters him on visits to 125 Sussex Drive, "she says, 'Jerry you're still here!' and we hug."

Commissionaire Bill Quinney, who works at the Canada Reception Centre, turns 85 in July. Yet he continues to work a full week, at the ready whenever there are VIP arrivals and departures or other uses of the hangar scheduled by DFAIT as well as DND. A native of England, he served in the Royal Navy in the Second World War, came to Canada in 1954 and joined the Corps 20 years ago when he retired from his job repairing electronics.

Quinney has met four prime ministers—even being invited on several occasions to 24 Sussex Drive—and has been on hand for the visits of four U.S. presidents as well as the Queen. He says the on-call position with its long hours "wouldn't be everybody's cup of tea...but I wouldn't trade it for the world."



photo: Mike Pinder/DFAIT

Section Supervisor Andy Lockwood, shown in the DFAIT security control room.



photo: Laroque/Reception Centre

Commissionaire Bill Quinney with Prime Minister Stephen Harper.



photo: M. Laroque/DFAIT

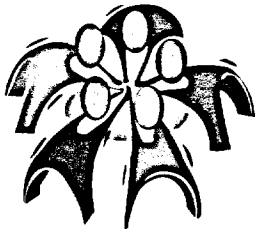
Commissionaire Randa Hokayem

Randa Hokayem, who became one of the first women commissionaires in 1989, joined the DFAIT staff in 2001 and works as a classification assistant in human resources. She is still with the Corps, escorting work crews that come into the building on evenings and weekends. "It's a great job if you like to meet people," says Hokayem, a former lieutenant in the Armed Forces. "There's always a lot of action."

Overseas duty

Some of our DFAIT commissionaires even work overseas, where they fill in at Canadian missions for military police, for example, or oversee sensitive construction work. Captain Lockwood says commissionaires have recently served in Khartoum, Athens, Warsaw, Abu Dhabi, Lima, Tel Aviv and Hong Kong.

ONE of the Team



When she joined the typing pool at the old Department of Trade and Commerce in July 1967, Samiha Karam had no idea how far it would take her.

Now 61, Karam is an administrative assistant in the Europe and Central Asia Relations Division (GRA) at DFAIT, a position she has held for an incredible 26 years. Her job has opened her eyes to the world, introduced her to life-long friends—and reflects the transformation in the vital role that assistants play in the work and history of the department.

Karam was born in Kafremeshky, Lebanon, a small town in the Beka'a Valley, where her father was mayor. At age 9, the youngest of 11 children, she immigrated to Canada with her family in 1957, following older siblings seeking jobs and opportunities here. After high school, she took a commercial course, learned typing and stenography and landed the secretarial job in the West Memorial Building on Wellington Street. "It was just typing, typing, typing, and I was taking dictation left and right," she says. "Our role has changed quite a bit since then."

She married her husband Sami in 1968, and they had two daughters, Katra and Donna. Over the years her trade job began to be more closely linked to foreign affairs, she says, and she recalls the rise of the Pearson Building, which Donna as a toddler called "the chocolate building."

Following the amalgamation of the two departments, in 1983 her job moved there, and she became a non-rotational divisional secretary in the USSR and Eastern Europe Bureau. Her role, the Bureau and especially the region have evolved considerably. "There's never a dull moment," says the diminutive Karam, who arrived at DFAIT right after the downing of KAL Flight 007 by Soviet fighters and recalls long hours working on the issue as well as the Chernobyl disaster, the breakup of the Soviet Union, the Yugoslav War, Kosovo, the fall of the Berlin Wall and the Russia-Georgia conflict.

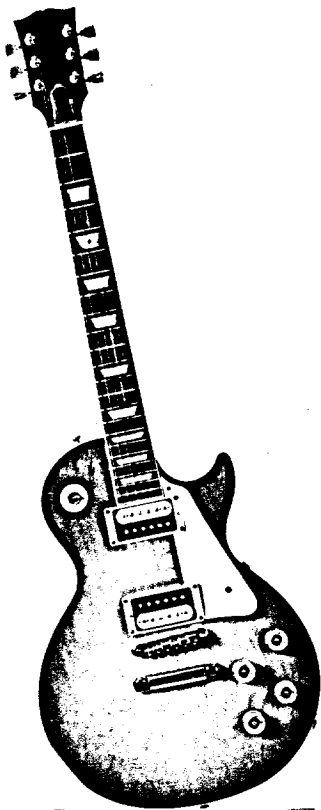
Since 1983 she has worked for 11 directors and three acting directors, seen four reorganizations and three different divisional acronyms. She has proudly watched numerous junior officers rise to become heads of mission and directors general,

crediting some of their success to "my coaching and whip-cracking." A decade ago her position changed to administrative assistant (AS), and in 2000 she became eligible for temporary duty assignments, which have taken her to Geneva, Dublin, Ankara, Beirut and twice to Kiev. "It's interesting to see how people work at the other end of the rope," says Karam, who would really like a stint in Moscow before she retires.

Colleagues praise her "gentle mentoring," generosity of spirit and intense commitment to what Karam calls her "enchanted" division. "I feel I'm one of the team, I don't work for them: I work *with* them," she says, adding with a wide smile, "They value my recommendations, and they do—sometimes—follow what I say."

Samaha Karam has worked as an administrative assistant in the Europe and Central Asia Relations Division (GRA) for 26 years.





The Long and Winding Road

As Canada celebrates the 80th anniversary of the establishment of its diplomatic mission in Tokyo, one of the post's most senior locally engaged staff recalls a career of freedom, change—and musical expression. By Francine Giguère-Misawa

Makoto Hirose joined the Embassy of Canada in Tokyo in August 1975 as a mail messenger. It wasn't quite what his studies in the Economics Department at Seijo University had prepared him for. But he was happy to work for an organization that enabled him to go home at the end of the day while his boss was still in the office, something unthinkable in most Japanese companies. He could also advance much faster than in a traditional workplace: within six months he had moved to the finance section as a

high-tech calculator and sends data by computer directly to Ottawa.

Numbers are not this accountant's only love; music is also important in his life. He got his first guitar at age 14 and played with bands in junior and high school as well as at university. Song, he says, has "kept the right balance" in his life. A big fan of the Beatles, 17 years ago he started a four-man Beatles band, called The Liverpool. It plays at small pubs around the Tokyo area and has been part of many

Celebrating 80 years

The Canadian mission in Japan opened in 1929; it was Canada's first diplomatic mission in Asia. Over the decades, the relationship between the countries has flourished, today boasting political, commercial, defence, cultural and educational ties. Canada will host a visit of their majesties the Emperor and Empress of Japan this summer. This year also marks the 20th anniversary of the Emperor's ascension to the throne and the couple's 50th wedding anniversary.



Makoto Hirose outside of the Canadian Embassy in Tokyo and playing in his band, The Liverpool.

junior accountant. Today he is the mission's deputy financial management officer (FMO), the most senior position in the section for LES.

In the early days, Makoto recalls, the finance section was entirely made up of men, all of them clad in business suits and most of them heavy smokers. The only calculator in the office was a mechanical affair used exclusively by the senior accountant; everyone else worked on an abacus. Financial data was sent by telegram to Ottawa via the communications centre. Makoto laughs when he recalls the arrival of the first Canada-based FMO, who was 25 and wore red Bermuda shorts on his first day of work, "quite a cultural shock" for members of the section. Today Makoto, the only man in the (non-smoking) section, uses a

events at the Embassy. Makoto has also started an R&B and rock band with friends from his school days, called The Funk Buddies.

Now 58, retirement is on the horizon for the father of three. After the Embassy, Makoto hopes to fill his life with music and numbers. His dream is to open a small coffee shop where people can come to play music—and he will be the accountant.

Francine Giguère-Misawa was posted to Tokyo as a Canada-based staff member in 1978, then married and remained there. Over 26 years she has worked in a number of LES positions, currently serving as the physical resources, accommodations and client services officer.

SPEAKING for Canada

By Kristina Roic



Rodney Moore shown in the 1979 Biographical Register of Officers.

Rodney Moore's history at DFAIT goes back to well before fax machines and computers. Before the Lester B. Pearson Building and before the media relations division became a well-oiled machine of media monitors, analysts, spokespeople and strategists. "When I started, we wrote letters for the minister on vellum paper to make carbon copies," recalls the veteran departmental spokesperson.

Moore obtained bachelor's and master's degrees in jurisprudence at Oxford University and was completing his master's in international affairs at Carleton University when he joined the Department of External Affairs in 1967. He recalls arriving for his first day of work in the Daly Building—since torn down and replaced by luxury condominiums—having spent the night typing up his thesis. He began in the legal division, but was soon offered a "plum" in the East Block as administrative assistant to Mitchell Sharp, who was then secretary of state for external affairs.



Departmental spokesperson Rodney Moore is at home in his DFAIT office, stacked copiously with papers.

More plums followed, with a posting to Geneva (under George Ignatieff on disarmament), and then a long secondment during which he became attaché and press secretary to two governors general, then assistant press secretary to the Queen at Buckingham Palace (following her 1973 visit to Ottawa, when she opened the Pearson Building), as well as full press secretary to the Prince of Wales, Princess Anne and Prince Philip, Duke of Edinburgh.

In 1977, Moore was ready for a change. He found his calling in Saudi Arabia, where he was posted for three years to the Embassy, at that time in Jeddah, before leaving the government to work for the key Saudi national oil company, Aramco. In 1990, he returned to Ottawa in a non-rotational position as a departmental spokesperson. Now, some 42 years after joining DFAIT and spending quite a chunk of his career working with the media, he says the key to the job is

representing the government of the day through the prism of the department. "Personal views are, of course, always irrelevant."

A recent change has been the BlackBerry, which can seem to make Moore's job a 24-7 affair. At home he still uses his old manual typewriter. At work he prefers to file things by hand, so his office is copiously stacked with papers.

Asked about retirement, Moore smiles and says he's not ready. When the day does come, he might write a book, but not a career memoir. "It will have to be something interesting and witty and humorous," he muses, "maybe with an element of fiction, so that characters can offer views I perhaps never openly could." He might even write it on a computer—if he ever buys one.

Kristina Roic is a media analysis officer in the Media Monitoring and Analysis Office (BCM).

If Walls Could Talk

Meet Our Neighbours: 7 Rideau Gate predates Confederation and has opened its doors to a parade of world leaders. By Janet Uren

If only the walls could talk. Since 1966, when it became the official guesthouse of the Government of Canada, 7 Rideau Gate has played host to more citizens of the world than have most houses in the nation's capital.

The house has not always been so “worldly,” although it does have a long story to tell. It began life modestly in 1862, when wealthy mill owner Henry Osgoode Burritt built the limestone residence for his family at 8 Pine Street in New Edinburgh. The village, founded in the 1830s to serve the mills and factories at Rideau Falls, began to change in 1857 when Ottawa was named Canada's capital and the first governor-general took up residence at Rideau Hall.

During the house's first century, a succession of notable Canadians lived there. Residents have included the grandson of Philemon Wright, the founder of Hull, Canada's naval chief of staff in the 1940s, and the son of the inventive genius Thomas Ahearn, who in 1882 brought electric light to the streets of Ottawa.

The residence, which came to be known as 7 Rideau Gate in 1906, has matured along with the neighbourhood. In its youth, it was Victorian to its fingertips, wrapped in a deep verandah with white gingerbread trim. Today, with all that exuberant excess stripped away, it presents a dignified, rather Georgian face.

The house (one of six official residences in the capital) is now owned by the National Capital Commission and is operated by DFAIT as a home-away-from-home for foreign visitors and a venue for receptions. Inside, the rooms have been refined over time. Gone are the animal trophies that once lined the walls. Densely patterned wallpapers have given way to glowing pastels. A solidly carved Victorian newel post has yielded to a graceful, curving banister. Modern Canadian art is mingled with older works.

Yet the house retains a sense of antiquity. Large windows, high ceilings and ornamental plasterwork remain, and the marble fireplace still drips with carved vine leaves and glossy marble grapes. As NCC designer Anne Malone-Bianconi pores over paint samples and swatches of cloth in her efforts to create a sense of timeless elegance, she is conscious of the need to balance heritage with comfort and functionality. On the other hand, she must also integrate art and antiques—many of them donated by Canadians through the Canadiana Fund—into the house as a living display of Canadian heritage.

Honoured visitors, as they walk through the doors, need to know at a glance that they have arrived in Canada.

Ottawa historical writer Janet Uren is a neighbour of 7 Rideau Gate as well as DFAIT, to which she also has family ties. Her late father, Philip Uren, served in Washington in the 1950s; her stepfather, Arthur Broadbridge, held a number of posts, including that of Canada's high commissioner to Zambia. He died last March.



A picture of the house circa 1906 shows the Lambart family, who lived there from 1884 to 1934.



With all its exuberance stripped away, 7 Rideau Gate today presents a dignified, Georgian face.

Home away from home

DFAIT acts as the official host at 7 Rideau Gate. The five-bedroom house has welcomed a long list of foreign dignitaries as overnight guests, among them the Aga Khan, Princess Margriet of the Netherlands and former Mexican president Vicente Fox. The residence is also used for luncheons, suppers and receptions, acting as the overflow location for DFAIT's 9th-floor hospitality functions.

On June 6 the Government Guest House—as well as the Pearson Building—will again be part of Doors Open Ottawa, the annual open house of prominent Ottawa buildings.



Witnesses to History

By Janice Cavell

What Was Said: Departmental historian Janice Cavell, assisted by researcher Mark Eaton, spent the last year sifting through historical records and choosing 120 key documents that tell DFAIT's centennial story. These official telegrams, diplomatic notes, personal letters and other items (including a poem addressed by a disgruntled diplomat to Lester B. Pearson) have been put together in a book, which will soon be printed. They document everything from the founding of the department and the rise of Canada's foreign service to famous world events observed at close range. *Our World* excerpts a few highlights, as they were written.



Joseph Pope

Marcel Cadieux

Ottawa, March 23, 1908

Governor General Earl Grey writes to Colonial Secretary Lord Elgin about establishing a small department of external affairs, headed by Under-Secretary of State Joseph Pope:

"We have only three men in the Government Service who have any knowledge of details connected with Canada's foreign relations. One drinks at times, the other has a difficulty in expressing his thoughts, and conversation with him is as difficult as it is to extract an extra tight cork, and the third is the Under Secretary of State, Pope, a really first-class official. Not a day should be lost in putting him in charge of a Department of External Affairs under Sir Wilfrid Laurier, and in a short time he would be able to train one or two young men who would take up his work after he has gone."

Paris, April 10, 1934

Thomas Stone, second secretary in Paris, sends Under-Secretary O.D. Skelton one of the few first-hand accounts of the rise of Nazi Germany written by a Canadian diplomat:

"Nazi Germany is the only Germany I have seen. To say the least, it is an incredible country. The organization, the disciplinary measures, the slogans, the uniforms, the rules and regulations which are being imposed upon a people who are showing themselves more and more each day completely susceptible to a unanimous acceptance of fanatically nationalistic and selfish ideas, leave one gasping."



Hitler Youth drummers at a Nuremberg rally in 1934

Montreal, 1949

Marcel Cadieux, then head of personnel, offers advice to young Quebeckers aspiring to diplomatic careers:

"Diplomats... are specialists in negotiation, in examining foreign conditions and in protecting Canadian interests abroad. They leave behind their families, their friends and their homeland to go where duty calls. French Canadians tend to be homebodies. They are very devoted to family life. The requirements of service often force them to make significant sacrifices."

Beirut, November 9, 1954

A communiqué from Elizabeth MacCallum, Canada's first female head of post, following her appointment as chargé d'affaires to Lebanon:

"The wives of two diplomats—two of the most charming women I have met here—suggested to me on separate occasions that, contrary to the local practice, I should make a point of calling on their husbands and themselves simultaneously on the occasion of my first official visits. Lady Chapman-



Elizabeth MacCallum



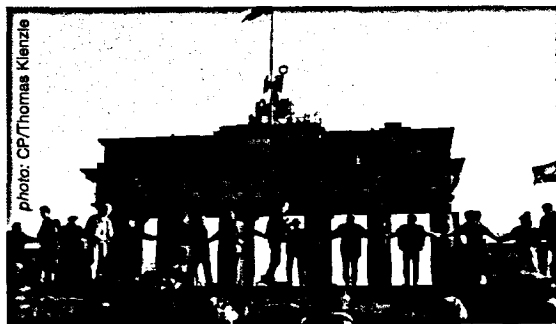
Lester Pearson is interviewed by the CBC's René Lévesque in 1955.



Army patrols follow the King assassination in 1968.



Pierre Trudeau visits Havana in 1976.



Revelry prevails with the fall of the Wall in 1989.

Andrews has advised strongly against this, on the ground that if I accept the hospitality of wives in that manner neither Ambassadors nor Ministers will think of me as primarily a representative of my Government but rather as a person who likes to drop in for a social chat with their wives."

Bonn, October 15, 1955

A report by Secretary of State for External Affairs Lester B. Pearson on a memorable conversation in Moscow with Soviet First Secretary Nikita Khrushchev:

"Khrushchev, who is as blunt and volatile as only a Ukrainian peasant, turned one of the most powerful political figures in the world, can be, came straight to the point before we even sat down. With a CBC microphone pushed in front of him...he asked me why Canada does not leave NATO, which he described as an aggressive alliance and a direct threat to Russia and to peace. I replied that I had talked myself hoarse (I had indeed almost lost my voice at the time) trying to convince people in Moscow that NATO was purely defensive and had no aggressive intent whatever."

Washington, April 8, 1968

A report by A.E. Ritchie, Canada's Ambassador to Washington:

"This was cherry blossom weekend in Washington. But because it was also the weekend of the murder of Martin Luther King, there were no parades, no smiling princesses, no throngs of picture-snapping tourists. The great gleaming monuments this republic has erected to its past political heroes, Lincoln, Jefferson and George Washington, went largely unattended. The marines were at station on Capitol Hill, and a riot fence encircled the White House."

Havana, May 11, 1976

James Hyndman, Canada's Ambassador to Havana, writes about a visit from Fidel Castro, then prime minister of Cuba, bearing gifts:

"Prime Minister Castro came in alone...He greeted me warmly and settled down in patio with a Canadian rye on the rocks (his selection) and we had relaxed, informal conversation for over hour. Prime Minister began by explaining he had come personally to deliver presents for Prime Minister and Mrs. Trudeau as mementos of their January visit to Cuba. Prime Minister Trudeau's gift in large crate (brought in by attendants) was stuffed fish he had speared during scuba-diving session off coast of Matanzas. For Mrs. Trudeau he had large box which contained *inter alia* small cigars she had liked."

West Berlin, November 11, 1989

A report from the Canadian Embassy in Bonn following the fall of the Berlin Wall:

"Festive air which prevailed for most of day on Friday in Berlin continued late into the night with Kurfuerstendamm, Brandenburg Gate, Checkpoint Charlie having become totally impassable. City has never been as alive and vibrant as yesterday, with kind of overflow of emotions seen only on occasion of momentous events."

[Shanghai]

Canada's Home in Shanghai

A century after the first Canadian commercial officer arrived in Shanghai, this enigmatic "city by the sea" continues to attract traders—and world attention.

It is a city where East meets West, a place of rich history and frenetic energy, of ancient monuments and soaring skyscrapers. Shanghai has also long been a strategic commercial centre, something Canada recognized when it established one of its first trade offices there in 1909. Now, 100 years later, the mission has grown in size and breadth, and maintains a youthful sense of excitement and energy.

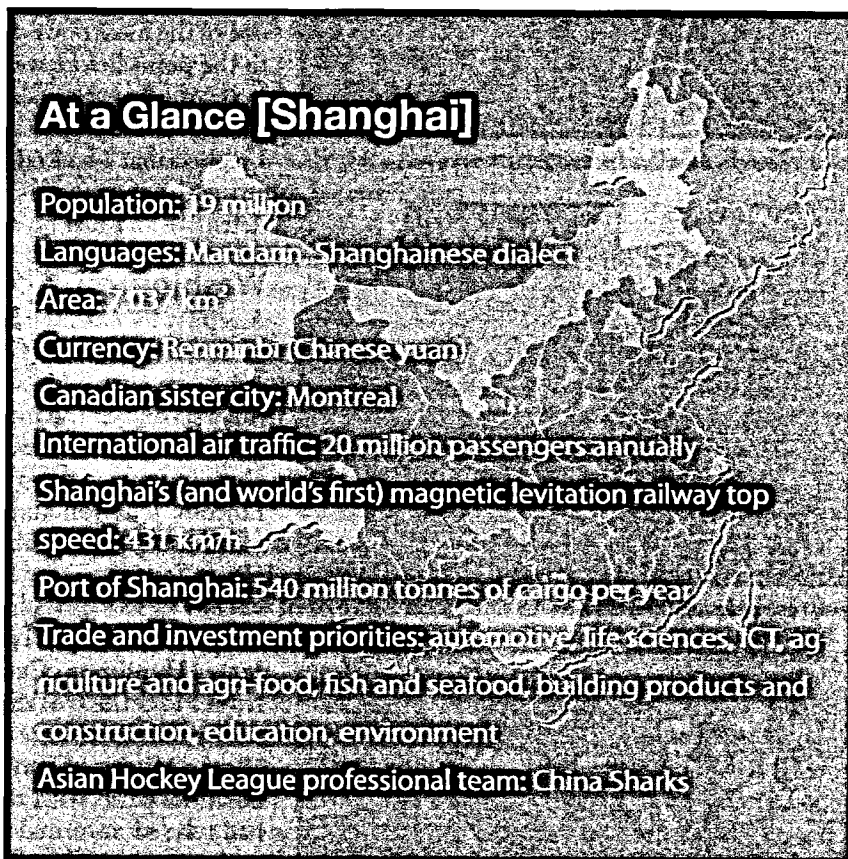
Shanghai, which means "city by the sea," is home to nearly 19 million people, making it the largest city in China. It is one of the fastest-growing cities in the world. It is also the world's busiest cargo port. Home to some of the world's finest boutiques, five-star hotels, Michelin-rated restaurants, luxury spas, trendy bars and a bustling art scene, it is a blend of tradition and modernity, of ancient philosophy complementing popular Asian culture.

Dissected by the Huangpu River, on the city's east bank is the Pudong financial district with its renowned modern architecture. On the west bank is the famous Bund, the historic waterfront. Farther to the southwest are Xintiandi and the enormous former French Concession.

CANADA IN SHANGHAI

Canada's first commercial agent in Shanghai was Alexander Maclean, who was followed by trade commissioner L.B. Jackson. In the early days, the one-person trade office focused on wheat and lumber from Canada and tea from China. Bilateral trade in the late 19th century accounted for less than \$1 million a year. The trade office changed locations a number of times—more than one of them on the Bund—and it became a consulate general in 1949. It closed in 1952 when the Nationalist government, the Kuomintang, moved to Taiwan, and it re-opened in the mid-1980s.

Today, the mission in Shanghai is one of Canada's largest consulates general abroad. Its territory includes Shanghai as well as the provinces of Anhui, Jiangsu, Zhejiang and, soon, Hubei. Particularly significant economically is the Yangtze River



At a Glance [Shanghai]

- Population:** 19 million
- Languages:** Mandarin, Shanghainese dialect
- Area:** 13,700 km²
- Currency:** Renminbi (Chinese yuan)
- Canadian sister city:** Montreal
- International air traffic:** 20 million passengers annually
- Shanghai's (and world's first) magnetic levitation railway top speed:** 31 km/h
- Port of Shanghai:** 540 million tonnes of cargo per year
- Trade and investment priorities:** automotive, life sciences, ICT, agriculture and agri-food, fish and seafood, building products and construction, education, environment
- Asian Hockey League professional team:** China Sharks

Incandescence, a watercolour painting depicting the former French Concession in Shanghai, by Alain Dandurand, a Shanghai-based Canadian artist.



Delta, a triangular region composed of Shanghai, southern Jiangsu province and northern Zhejiang province.

With more than 70 employees in the Consulate General offering a full range of services, including consular and visa, as well as trade and political relations, the Shanghai team reflects the next generation of Canadian diplomats—youthful, dynamic, multilingual, multicultural, branding themselves as the “MTV of Canada’s foreign service.”

A TRADING POWERHOUSE

Though the Consulate General offers a full spectrum of services to Canadians, much of its work remains commercial. Today’s bilateral trading relationship with China amounts to more than \$40 billion a year. In a visit to China this past April, Minister of International Trade Stockwell Day announced Canada’s goal to triple bilateral trade with the country over the next decade. The commercial team in Shanghai is poised to rise to this challenge—planning to extend its reach this year, for example, by opening and managing two new trade offices up the Yangtze River in the cities of Nanjing and Wuhan, each home to almost 10 million people.

More than 150 Canadian companies are headquartered in the Consulate General’s territory, representing evolving and complex commercial interests. These include multinationals such as Manulife, which launched operations in China more than a hundred years ago, and Magna International, which has 20 manufacturing and R&D facilities in China and headquarters in Shanghai. Small and medium-sized enterprises such as EHC Global and service companies such as SNC-Lavalin and IMAX are also thriving, despite the global economic slowdown. The recently minted Canadian Chamber of Commerce in Shanghai boasts nearly 200 members and is expected to grow. Priority sectors include automotive, life sciences, ICT, agriculture and agri-food, fish and seafood, building products, education and environment.

ADVANCING CANADIAN INTERESTS

Alongside the growth of Canadian commercial interests has come a need for political dialogue and understanding. The Consulate General contributes to the bilateral relationship on many levels, from health and governance initiatives to human rights and cultural exchanges. Recent examples include a series of round-table discussions on action on violence against women, a Canada-Shanghai health cooperation initiative, an outreach tour by the Vancouver Symphony Orchestra and an

extravaganza for La Francophonie with Canadian hip-hop band Accrophone.

The Shanghai team is preparing for a number of events next year designed to reinforce Canada-China relations, including the Vancouver 2010 Winter Games, the G8 Summit in Canada and the 40th anniversary of Canada-China diplomatic relations.

BETTER CITY, BETTER LIFE

Shanghai is gearing up to host Expo 2010 from May 1 to October 30 next year, and Canada is preparing to join in the celebrations. As many as 90 million people are expected to attend the world’s fair, which has a theme of “better city, better life,” examining the challenges of sustainable urban development. The theme of the Canada pavilion is “the living city: inclusive, sustainable, creative.”

“We will present Canada to the world as the modern, democratic, bilingual, multicultural country that it is,” says newly arrived Consul General Nadir Patel, formerly Canada’s Chief Air Negotiator. “We are a country with successful, sustainable cities that are innovative, creative and prosperous; ideal for visiting, studying, working and living.” The Canada Pavilion, designed by Cirque du Soleil and being built by SNC-Lavalin, will be a “must-see,” with its cutting-edge exhibition technology, engaging presentations, creative programming and knowledgeable young hosts.

Looking to the next 100 years, Patel adds, “China’s role in the world will continue to grow and Shanghai’s role within China will become even more crucial. There hasn’t been a more exciting time to be in Shanghai.” To celebrate its centennial, the Consulate General created a logo that reads in Chinese “Canada in Shanghai.” In Chinese it sounds like “Home in Shanghai.”

Did you know?

Former trade minister Pat Carney was born in Shanghai. In her memoir *Trade Secrets*, she calls it “one of the most exciting cities in the world, pulsing with energy, very historic.”

The Yangtze River Delta region encompasses a GDP by purchasing power parity of more than \$2 trillion, or about one quarter of China’s national economy, and is one of the most densely populated regions on earth.



The Pudong financial district boasts the Oriental Pearl Tower, the third-tallest tower in the world, and the Shanghai World Financial Centre, the tallest building in China.

[Montreal] Top Five Places

Montreal, known as the gateway to Europe, is an intoxicating mosaic of cultures, people and languages. The result is a whirlpool of international festivals, gastronomic adventures, remarkable architecture and killer nightlife. Neil Swain, a Montreal native who has recently returned to the city to work as a trade commissioner in the Montreal Regional Office, one of 17 TCS offices across Canada, shows us some of the top spots to check out.

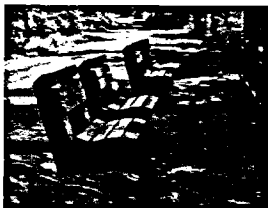


photo: MTOO/Benoit Cecile

MONT ROYAL

The mountain in the middle is the jewel of the island; a 101-hectare oasis of forests, trails and tremendous views of the city, all surrounding a giant duck pond. Mont Royal caters to everything you may need, be it drumming circles on Sunday afternoons, running trails in the morning or sledding and snowshoeing in winter.



photo: MTOO/Linda Turgeon

BIODÔME

The Biodôme is a former Olympic velodrome remade into a mix of five distinct ecosystems (the North Pole, Antarctica and three in between), with live animals and indigenous plants. As a family outing, it's a blast. Kids love to see the action and learn about the natural world (and dad gets to walk slowly behind, getting some adult time with mom). On cold winter weekends or rainy summer days, hop on the Métro and see the world.

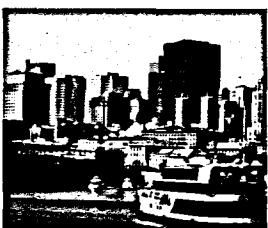


photo: MTOO/Linda Turgeon

OLD PORT

Redevelopment of the industrial area of the Old Port along the St. Lawrence River was completed in 1992. Since then, this area of Old Montreal has been taking on flavours of great Canadian icons—like Cirque du Soleil, the Pointe-à-Callière museum and an IMAX cinema—and mixing them with European-influenced boutiques and roadside cafés, a science centre and picturesque parks. It all overlooks the port's millionaires' yachts, cruise liners and cargo ships.



photo: MTOO/Robin Edgar

FESTIVALS

Running a comedy festival is hard work. Running a successful comedy festival that's known worldwide is next to impossible. Montreal's Just for Laughs comedy festival is one of the most famous and best in the business. Not to be outdone, the Montreal International Jazz Festival makes the city bop for two weeks each summer. These are just two of the magnificent festivals hosted by the city that are world class and cater to everyone.



photo: MTOO/Stéphane Poulin

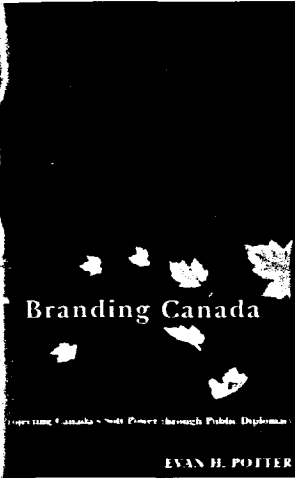
RESTAURANTS

There is not enough room to talk about the best restos on the island. At the convergence of history, past empires and cultures, you will find the best of everything, old and fusion. A favourite? A rare steak with Belgian-style fries at Steak Frites St-Paul in Old Montreal, where you can bring your own wine and enjoy the ambiance of a European bistro here at home.

Photos: Ministère du Tourisme du Québec

Branding Canada's Brand

By David Edwards



Written by someone who is both a practitioner in the department and an academic, *Branding Canada* by Evan Potter is a superbly researched and comprehensive study of public diplomacy.

Potter, deputy director of the International Security Research and Outreach Program (IDR) and associate professor of communications at the University of Ottawa, introduces the book with "Canada's warm but fuzzy international image." He carefully defines public diplomacy and places it in historical context. The book then

details the branding instruments used by Canada—cultural relations, education, broadcasting and new media, as well as business promotion and tourism. It concludes with a study of the practice of public diplomacy, outlining experiences on the ground and recommending a new architecture for Canada's public diplomacy.

Branding Canada is a scholarly publication, yet it remains accessible to anyone with an interest in the subject. The timing of its release is propitious. The practice and analysis of public diplomacy gained strength in the 1990s, but became somewhat marginalized as militarism grew in the aftermath of the September 11 terrorist attacks. The recent election of U.S. President Barack Obama and the humility induced by the global economic meltdown are causing a fundamental rethinking of the balance between the use of coercion and the power of attraction in shaping the course of international events. This book provides thoughtful insight into how Canada could make effective use of the latter.

Branding Canada is a refreshing antidote to the "twitter" attention span prevalent in mainstream broadcasting. It is well written and researched, modest and gently self-critical. How very Canadian—yet what an effective global brand to showcase to the world.

David Edwards joined DFAIT in 1981 and has been posted to New Delhi, Lusaka, Harare and Yaounde. He is currently senior policy advisor on the Haiti Task Force.

The opinions expressed in the book are those of Evan Potter, who wrote it while he was on a leave of absence from DFAIT, and do not necessarily represent the views of DFAIT or the Government of Canada.

Branding Canada: Projecting Canada's Soft Power through Public Diplomacy, by Evan H. Potter, McGill-Queen's University Press, 368 pages, \$32.95.

Five Recent Must-Reads

Some new books you'll find on the shelves at DFAIT's Jules Léger Library.

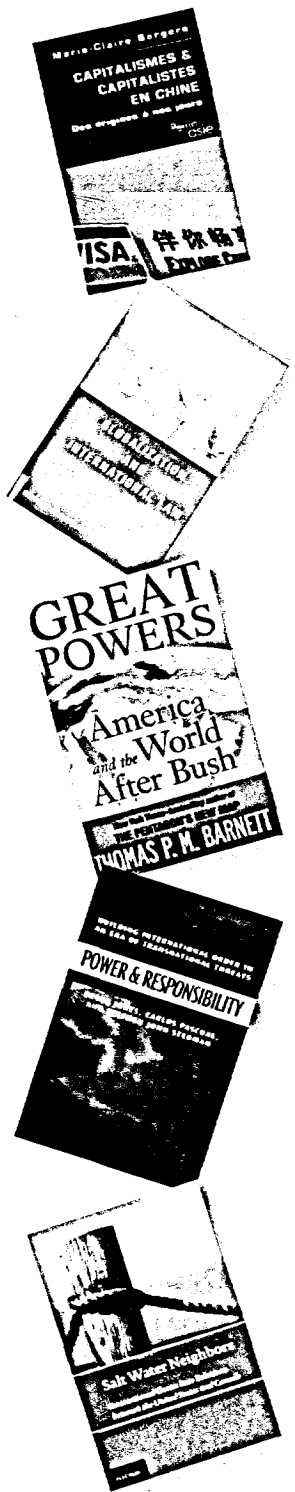
1. *Capitalismes et capitalistes en Chine: XIXe-XXIe siècle* by Marie-Claire Bergère. Capitalism without capitalists? This is the paradox that Bergère invites us to consider as she traces the history of Chinese capitalism and analyzes the crucial role of the state and Chinese capitalists.

2. *Globalization and International Law* by David J. Bederman. This short volume considers the implications of globalization for international law and suggests that it is neither legally inevitable nor irreversible.

3. *Great Powers: America and the World after Bush* by Thomas P.M. Barnett. Applying lessons from U.S. history to the present, Barnett offers a roadmap for U.S. foreign policy in the "post-Bush" world.

4. *Power & Responsibility: Building International Order in an Era of Transnational Threats* by Bruce Jones et al. This book makes the claim that a reform of the global system and greater international cooperation are required to improve global security and prosperity.

5. *Salt Water Neighbors: International Ocean Law Relations between the United States and Canada* by Ted L. McDorman. This comprehensive study of Canada-U.S. ocean relations includes a focus on both the international and bilateral laws governing maritime boundaries, fisheries and navigation rights.



Compiled by library staff. For more information on the library's services and resources, please visit <http://wiki/index.php?title=Library>.

Conference Boosts Trade Objectives

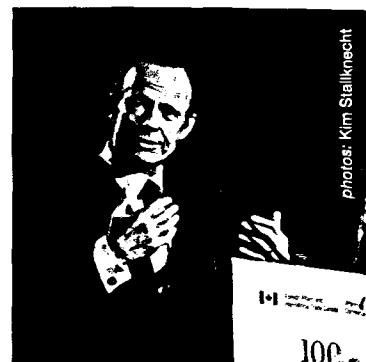
The Trade Commissioner Service (TCS) regional office in Vancouver and Headquarters recently joined forces to mark DFAIT's 100th anniversary with a conference on the importance of trade in today's economy. More than 100 participants from the B.C. business community, the media and international partners gathered for a day of presentations and a keynote speech by Minister of International Trade Stockwell Day on Canada in the global economy.

The conference, held in March in Vancouver in collaboration with the Business Council of British Columbia, presented an overview of Canada's international trade priorities and highlighted DFAIT's global commerce strategy. It also focused on the Asia-Pacific Gateway and Corridor Initiative and investment opportunities leading up to the 2010 Winter Games in Vancouver.

One of a series of conferences held across the country to celebrate the department's centenary, the event was also a chance to see the region's trade commissioners, who are responsible for British Columbia and the Yukon, in action. From providing business advice to working on strategies to find new markets, their efforts are valued. "This team is always nimble and at the ready," said Wayne Robson, Director and Senior Trade



Senior Trade Commissioner Wayne Robson



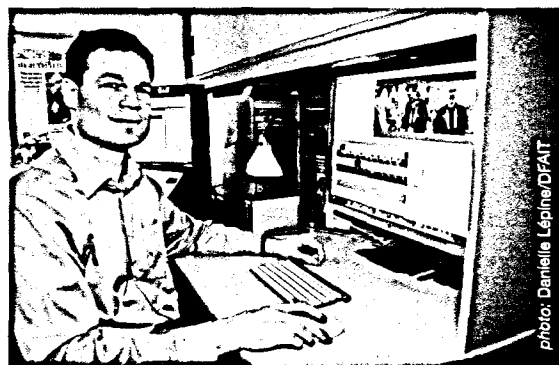
International Trade Minister Stockwell Day

Commissioner for the office. Robson showed his own flexibility by standing in as presenter at the last minute for Stewart Beck, ADM, International Business Development, Investment and Innovation, who had been unexpectedly detained.

TCS Comes to YouTube

The Canadian Trade Commissioner Service (TCS) now has two channels on YouTube. One channel, at www.youtube.com/commerceCDA, features short videos related to DFAIT's efforts to promote trade with countries and regions around the world. On the other, at www.youtube.com/tcssdcCDA, videos promote the TCS through client testimonials and interviews with Canadian business experts and entrepreneurs.

The channels, created by the Trade Communications Bureau, "allow us to be more innovative in how we use technologies," says Mark McLaughlin, deputy director of the Communications Services Division (CMS) and head of a team that creates and maintains content on the channels. "YouTube



Innovative products: Mark McLaughlin puts together a video to be shown on YouTube.

gives us a new way to highlight the value our trade commissioners bring to Canadian companies."

McLaughlin's team works with key partner organizations such as Canada Mortgage and Housing Corporation International to cross-promote its YouTube offerings. The channels are among a series of innovative products produced by CMS, such as the *CanadExport* e-magazine and its monthly audio podcasts.

KL Staff Mark Milestones

Three staff members at Canada's High Commission to Malaysia were recently presented with awards for long service by High Commissioner David Collins.

Linda Khoo, a senior trade commissioner assistant, marked 35 years of service. Khoo, who was born in the mining town of Lahat, Perak, and grew up in Kuala Lumpur, has worked for 15 different Canada-based staff members since joining the mission as an LES in 1973. Leigh Ryan, an RCMP liaison officer, was honoured for 30 years

of service. Ryan was born in PEI, grew up in Nova Scotia and was stationed in Vancouver for over 26 years, during which he participated in UN missions to Namibia and to the former Yugoslavia. Since 2003, he has been posted to Pakistan, Afghanistan and Malaysia. Joumana Hanna, the High Commissioner's assistant, marked 15 years with DFAIT. Joumana was born in Beirut, moved to Ottawa and joined DFAIT in 1992, serving in Cairo, Lima, Singapore and Kuala Lumpur as well as on numerous temporary duty assignments.



Long service: (left to right) Leigh Ryan, Linda Khoo and Joumana Hanna are honoured by High Commissioner David Collins.